

- Dialoguer avec  
le monde



# ESPACE BONNE NOUVELLE

## LES ACTES DU COLLOQUE SUR LE THÈME

### « LA PAIX UN DEFI POUR LE MONDE »

**Qui a eu lieu le 10 Avril 2024 dans l'Espace Bonne Nouvelle à Rennes !**

**Réunis par Jeanne Françoise HUTIN**

Présidente de l'Association Espace Bonne Nouvelle

Le 24 Juillet 2024

L'Association Espace Bonne Nouvelle, à l'origine de ce débat, a été créée en 2022 en vue d'organiser et d'accueillir dans la Basilique Saint Aubin toutes activités culturelles qui réjouissent les cœurs par leur beauté, mais aussi qui ouvrent les cœurs et les intelligences sur le monde tout en facilitant le dialogue. C'est en son nom que nous avons organisé, le mercredi 10 avril 2024, ce Colloque sur la question de la paix dans notre monde, cette paix qui semble inaccessible aujourd'hui, et dont l'aurore s'éloigne chaque jour davantage ! Cette Association, au cœur de la Ville de Rennes et de la Paroisse Notre Dame, s'est donnée pour mission

- de regarder en face notre monde tel qu'il est, de ce monde que nous aimons tant
- de chercher quel avenir lui construire
- et ceci dans un esprit de dialogue avec tous ceux qui, comme nous tous ici, cherchons à le rendre plus habitable, et respectueux de toute personne quelle qu'elle soit.

**Devant la gravité de la situation actuelle**, devant la difficulté que nous avons à imaginer des issues acceptables aux drames que nous vivons, nous avons décidé malgré tout d'organiser cette soirée pour ensemble approfondir la question de la paix, ce pari impossible « **La paix, un pari pour notre monde et pour chacun de nous...** »  
Pari impossible ? Oui, nous avons mis en place cette soirée, car

- nous avons certes besoin d'informations,
- nous voulions entendre des témoins qui habitent les lieux où peut se bâtir la paix, et qui essaient d'être des artisans de paix là où ils sont, même lorsqu'ils sont
  - o au cœur de négociations politiques avec toutes leurs complexités
  - o et même au cœur des conflits dans toute leur dureté
- nous voulions aussi essayer ensemble de prendre conscience de ce que chacun de nous, appelé à être un « artisan de paix », peut mettre en chantier pour un monde nouveau

Ne renonçons pas à chercher à devenir ces « artisans de paix » que le monde attend, et dont vous allez au cours de cette soirée découvrir quelques silhouettes qui vont vous convaincre qu'on peut agir... autrement certainement, mais sûrement.

Merci de tout cœur à nos amis qui ont accepté d'apporter leurs réflexions et leurs témoignages dans ce débat que l'on peut juger utopique aujourd'hui, mais qui peut peut-être nous aider à

- Identifier quelques issues nous permettant de sortir d'un enfermement que nous ne pouvons accepter tant il produit de malheur
- Tout en sachant, bien sûr, qu'il nous faudra nous armer de courage et d'intelligence, pour oser regarder avec lucidité la situation... et trouver les moyens d'avancer sans obérer l'avenir !

### **La réflexion se déroulera en trois étapes :**

1°/ Tout d'abord, le professeur Jacques Ricot, de l'Université de Nantes, a accepté de répondre à une question concernant l'homme d'aujourd'hui comme celui d'hier et qui partout et toujours cherche à s'approprier le territoire de l'autre.

2°/ Puis plusieurs personnalités qui ont été ou sont encore au cœur de ces situations de guerre ont accepté de nous dire à la fois l'état des lieux mais aussi leurs réflexions face à ce constat.

- Jean Yves Le Drian, ancien Ministre des Affaires étrangères et de la défense,
- Le Général Laurent Michon, officier général de la zone de défense et de sécurité ouest et qui a commandé l'opération Barkhane,
- Mario Giro, médiateur pour la paix de Sant'Egidio,
- Et, Mgr d'Ornellas, archevêque de notre département d'Ille et Vilaine

3°/ Puis, Patrice Moyon, animateur de la soirée, posera quelques-unes des questions aux membres de la table ronde qui s'ajouteront aux quatre premiers intervenants :

- Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de Recherche des Études parlementaires européennes à l'Université du Luxembourg,
- Jacqueline Lagrée, professeur émérite de philosophie à la Faculté de Rennes
- Et Frère Émile de la communauté de Taizé qui réunit des jeunes qui aspirent à la paix !

Puisse cette réflexion nous permettre de mieux comprendre ce qui se passe dans notre monde, et à chacun de nous de se poser la question de savoir ce qu'il peut faire pour que vive la paix dans notre monde là où il est et dès aujourd'hui ! Une paix qui aura probablement un visage tout autre que celui qu'on imagine aujourd'hui

**La soirée s'est déroulée en quatre étapes** que nos invités ont bien voulu parcourir pour répondre à nos questions :

- **Question préalable** « Quel est cet homme qui cherche à s'appropriier le territoire de l'autre ? » par Jacques Ricot - p 5
- **Entrons dans le sujet : « La paix un défi pour notre monde »** - p 11
  - o Quel regard portez-vous sur notre monde ? Jean Yves Le Drian – p 11
  - o La responsabilité de l'armée par le Général Michon - p 22
  - o Le regard de Sant Egidio par Mario Giro - p 31
  - o La paix est-elle possible sans la justice par Mgr d'Ornellas - p.36
- **Table ronde sur les raisons d'espérer** – p 40
  - o L'armée peut-elle relever le défi ? par le GI Michon et JY Le Drian - p 40
  - o La capacité militaire française ? par le GI Michon et JY Le Drian - p 43
  - o Que faire pour construire la paix ? par Philippe Poirier – p 45
  - o L'Éducation et la paix – par Jacqueline Lagrée – p 47
  - o Sant Egidio en Ukraine par Mario Giro - p 50
  - o L'Église dans la construction de la paix par Mgr d'Ornellas – p 52
  - o La capacité militaire française est-elle suffisante par le GI Michon – p 56
  - o Une personne qui ne veut pas de guerre s'exprime – p 57
- **Témoignages inspirants** – p 60
  - o Mgr d'Ornellas - p 60
  - o « Ne pas faire la paix en ayant le cœur en guerre » Frère Émile - p 61



**I - QUESTION PRÉALABLE  
AVANT D'ENTRER DANS LE VIF DU SUJET :**

**« QUEL EST CET HOMME QUI CHERCHE TOUJOURS  
À S'APPROPRIER LE TERRITOIRE DE L'AUTRE ? »**

Face à cette interrogation, le Professeur JACQUES RICOT, de l'Université de Nantes, dit craindre que « cette question ne dure autant que durera l'humanité », car depuis toujours, l'homme, qui sait pourtant que chacun a sa place sur terre, est habité par cette obsession du territoire de l'autre : « la guerre est alors l'état naturel de l'humanité, même si le cœur de l'homme ne s'y résigne pas ». Il faudra une conversion profonde de chacun pour pouvoir rester en paix comme le montre dans la Genèse, l'histoire d'Abraham et de Loth qui ont su se dire à un moment difficile où ils devaient définir leurs territoires : « nous sommes frères ». La Bible, dit-il, « ne fournit pas un cadastre mais une boussole »

Jacques Ricot pour répondre à cette question décrit comment l'humanité a essayé de réagir face à ce fléau : en établissant des frontières protectrices, permettant de générer alors ce sentiment d'appartenance à un territoire qui devient alors « une patrie ». Mais aussi en observant, avec Emmanuel Kant, la nature des régimes qui gouvernent les territoires : et il constate que les démocraties qui privilégient la négociation et le droit, sur la force, « ne se font pas la guerre », contrairement aux régimes autoritaires, mais aussi de la nécessité d'établir des pactes entre les hommes et les États, pour garantir la stabilité.

### **Jacques RICOT**

Lorsque cette question m'a été posée « **Quel est cet homme qui cherche toujours à prendre le territoire de l'autre ?** », je me suis souvenu d'un propos du philosophe Martin Buber qui, en 1936, envisageait la partition entre le territoire palestinien et le futur Israël. Il avait rapporté le récit hassidique suivant : « On a demandé à Rabbi Abraham-Jacob : "Pourquoi l'espace se rétrécit parfois pour les créatures, alors que nos sages ont dit : tout homme a sa place sur terre ?". Et le juste répondit : "C'est parce que chacun veut s'emparer de l'espace d'autrui" ». La question n'est donc pas nouvelle, et je crains qu'elle ne dure autant que durera l'humanité.

**« Prendre le territoire de l'autre », cela suppose qu'on définisse ce que c'est qu'un territoire.** Ce n'est pas si simple ! Le territoire, c'est la terre, l'espace terrestre, si l'on prend le mot à la lettre. Pourtant, la surface terrestre n'est qu'une petite portion du globe composé essentiellement d'espaces aquatiques : mers, lacs, fleuves, banquise. Impossible donc de penser les territoires indépendamment des espaces marins, lieux de possibles rivalités. De plus, on sait que l'eau, comme ressource, est devenue un enjeu majeur et cause de beaucoup de conflits géopolitiques. Le territoire, ce sont aussi les espaces extraterrestres, ceux qu'explore l'astronautique. Lorsqu'ils se sont posés pour la première fois sur la Lune, les premiers astronautes portaient une plaque sur laquelle était inscrite une déclaration pacifique : « Nous venons en paix au nom de toute l'humanité ». Était-ce bien le cas ?

Un ancien ministre de la Défense et un général sont à côté de moi. Ils savent bien que ces espaces sont conçus souvent comme une extension de territoires particuliers malgré leur vocation à n'être qu'un bien propre à toute l'humanité, à tous les terriens. Je me pose une question et je la leur pose aussi... N'avons-nous pas dit, dans nos traités internationaux, qu'il y avait des ressources « appropriables » dans l'espace ? N'avons-nous pas envoyé des satellites militaires dans l'espace ? Même cet espace qui pourrait être celui de l'humanité dans son ensemble fait l'objet d'appropriations et donc fait courir le risque d'une contamination par la guerre.

Revenons sur terre, au sens propre. **Un territoire, c'est un espace délimité, par des frontières.** Le mot frontière n'a pas toujours bonne presse chez les esprits les plus généreux, il est l'objet d'un discrédit généralisé. Qui ne rêve d'un monde sans frontières, celui où régnerait une fraternité universelle ? Cela s'observe jusque dans les sigles qui fourmillent dans tant d'organisations humanitaires. On en recense des dizaines depuis « Médecins sans frontières », « Reporters sans frontières » jusqu'à « Clowns sans frontières », « Élevages sans frontières ». Faudrait-il éliminer les frontières ? Une pensée ingénue pourrait le croire.

En effet, dès lors qu'une population s'approprie un territoire, la guerre couve naturellement. Rousseau en un texte fameux avait clamé que la sortie de l'état de nature, c'est-à-dire l'entrée dans l'état de société, était coextensive à la propriété. Et la conséquence logique de la propriété, c'était la guerre : « Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisait de dire : "Ceci est à moi", trouva des gens assez simples pour le croire, et fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur" ». Les limites territoriales imposées seraient donc la cause des guerres parce qu'un instinct guerrier primitif habiterait l'homme toujours prêt à s'installer en des places déjà

appropriées par d'autres. La guerre semble donc naturelle à l'homme. La plupart des penseurs, des plus anciens aux plus récents et à quelque culture qu'ils appartiennent, ont affirmé l'inévitabilité de la guerre. Par exemple, au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, le Chinois Sun Tzu, l'auteur de « L'Art de la guerre » considère celle-ci comme « une réalité inévitable ». Les penseurs l'ont répété tout au long des siècles et, sous le choc de la Première Guerre mondiale, le rappel de cette cruelle donnée anthropologique a été particulièrement insistant chez des esprits aussi différents que Paul Valéry, Sigmund Freud ou Henri Bergson. Ce dernier répond directement à notre question en assurant que « l'origine de la guerre est la propriété », réactivant ainsi à sa manière la thèse de Rousseau. La paix, explique-t-il alors est « une halte entre deux guerres ». L'abolition des frontières, et donc la fin de l'appropriation des territoires, n'est pourtant pas la solution. S'il n'existait pas de frontières, il n'y aurait pas d'hospitalité possible puisque chacun serait chez lui partout. Ce serait la perversion du rêve de fraternité universelle.

**On ne peut se passer de frontières**, le globe n'a jamais été un tout indistinct. Il faut réhabiliter et redéfinir la notion de frontière, ne serait-ce que pour éviter son retour sous la forme de barricades, il faut admettre qu'elle a une fonction **protectrice**, mais à la condition qu'on soit en mesure d'organiser et de réguler en même temps sa fonction de **passage**, dans le respect du droit. La frontière est à la fois une limite et un lieu de transit, c'est-à-dire un pont et non un simple rempart. Comme le dit, Régis Debray l'un de ses ardents théoriciens : « Une frontière *reconnue* [c'est moi qui souligne] est le meilleur vaccin contre l'épidémie des murs. » Quand tout à l'heure, les autres intervenants, qui, parce qu'ils sont en responsabilité, mettront les mains dans le cambouis pour nous parler du monde tel qu'il va ou ne va pas, ils ne pourront pas ne pas nous parler de frontières. Je pense évidemment, comme tout le monde ici, à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et aussi au drame qui déchire la Palestine et Israël, sans oublier des régions géographiquement plus lointaines mais non moins dévastées (Yémen, Somalie, Soudan Burkina-Faso, Birmanie, Nigeria, Syrie...). C'est souvent aussi **le fait que les frontières ne soient pas très stables**, aux yeux de certains voisins et qu'elles soient mal garanties par le droit international, qui rend l'état de guerre inévitable.

Mais alors pourquoi notre continent a-t-il été préservé de la guerre depuis tant de décennies ? De quoi me plaindrais-je, moi qui suis né au sortir de la Deuxième Guerre mondiale ? N'est-ce pas la première fois dans l'histoire que nous avons vécu sans guerre sur le sol français ? Pourquoi, cette heureuse exception dans le déroulement de l'Histoire ? Peut-être parce que les démocraties ne se font pas la guerre et que nos pays voisins sont des entités qui vivent dans un régime démocratique. On le répète souvent en philosophie politique : une guerre n'éclate qu'entre une dictature et une autre dictature ou entre une dictature et une démocratie. La chose mérite d'être méditée. Une démocratie privilégie la

négociation et le droit et non la force. Ou alors, la force au service exclusif du droit, toujours premier.

Dans *Le projet de paix perpétuelle*, le philosophe Emmanuel Kant, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle observe **qu'il existe un lien entre la constitution intérieure d'un pays et la paix extérieure**. En effet, la nature et la qualité du régime politique sous lequel chacun vit, affecte directement les relations internationales. Si la constitution est authentiquement républicaine et non pas despotique, les risques de guerre sont très réduits. Un régime républicain, reposant sur la séparation des pouvoirs et la liberté des citoyens, devra laisser à ceux-ci la décision de déclarer la guerre. Ce qu'ils n'auront nulle envie de faire puisqu'ils devront en supporter eux-mêmes les conséquences alors que les despotes prennent avec légèreté un parti belliqueux qui ne leur causera pas de dommages personnels. Victor Hugo voyait dans le remplacement de toutes les monarchies despotiques par des régimes républicains, la suppression de la cause des guerres.

Un territoire, comme je l'ai dit, c'est un espace délimité par des frontières. Il convient d'ajouter qu'il est occupé par une population déterminée et gouverné par un État. Les habitants d'un pays en sont les usufruitiers et donc les responsables. Oui, l'occupant légitime d'un territoire en est d'abord le responsable et non un simple propriétaire jaloux de ses prérogatives, abrité derrière des barbelés.

Ajoutons qu'il n'y a pas de territoire sans patrie. N'ayons pas peur du mot patrie puisque nous sommes enracinés. L'enracinement nous renvoie à des valeurs, à des principes, à une histoire, à une mémoire. En parlant d'enracinement, je viens de prononcer un mot, cher à Simone Weil, la philosophe. Mais pour elle, il n'y a pas d'enracinement, sans qu'il y ait ouverture sur autre chose que les seules racines mémorielles de la patrie. J'ai relu récemment son livre *L'enracinement*, et j'ai mesuré qu'une idée était bien présente à son esprit : **une patrie authentique est une patrie qui cherche toujours la justice**. « La patrie, écrit-elle, est une chose limitée dont l'exigence est illimitée. » Pas de patrie, pas de patriotisme sans recherche de l'universel et de la justice.

Si la guerre est l'état naturel de l'humanité, le cœur de l'homme ne s'y résigne pas. Aussi bien chez le théoricien chinois que je citais tout à l'heure, que chez des auteurs grecs ou romains et d'autres plus contemporains, la guerre n'est pas aimée, tous les penseurs qui en ont reconnu l'inéluctabilité ont cherché à en contenir les effets délétères. Certes, les bellicistes existent et ils sont les plus bruyants, mais ils ne sont pas les plus nombreux !

On a toujours cherché **à limiter la durée et les dégâts de la guerre**. L'institution des trêves dans la Grèce antique ou au Moyen-âge en porte le témoignage. L'homme n'est donc pas seulement habité par une pulsion meurtrière. Il cherche à sortir de l'impasse de



la violence généralisée tellement destructrice pour les vainqueurs comme pour les vaincus. L'homme veut la paix.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, un théoricien britannique Thomas Hobbes, auteur du *Léviathan*, a inventé la fiction d'un pacte originaire pour expliquer la sortie de la condition guerrière, naturelle à l'homme. Selon une formule célèbre, l'homme, affirme-t-il, est d'abord habité par « un désir d'acquérir puissance après puissance, désir qui ne cesse seulement qu'à la mort ». Il découle de cette définition anthropologique un état permanent de rivalité et d'antagonisme qui conduit à la guerre parce que c'est le moyen, pour chacun, d'atteindre ce qu'il désire. Mais cette situation est proprement infernale parce que chacun vit dans la crainte permanente d'être agressé ou tué par autrui dans l'état de « guerre de tous contre tous ». Et c'est là qu'intervient la fiction d'un contrat originaire mais qui correspond au désir de paix enraciné lui aussi dans le cœur de l'homme aspirant à une vie en société garantissant sa sécurité. L'homme renonce à user de la violence interindividuelle pour en déléguer l'usage à une instance tierce, l'État, dont il est lui-même un membre. La paix est pensée par Hobbes en termes de sécurité des biens et des corps, dans l'espace socialisé de l'état civil, où cesse la vie anarchique des individus livrés à eux-mêmes et à la violence, et qui était l'état de nature. Cet acte fictif, mais dont le caractère opératoire permet de penser l'état de société, constitue proprement le pacte social. Ce pacte, c'est la paix civile, celle qui peut régner dans un État. Mais c'est une paix qui concerne ce qu'on appelle traditionnellement le droit politique interne (*jus civitatis*) qui traite des relations entre l'État et les citoyens. Une des limites de la construction de Hobbes a été de ne pas réussir à penser la paix dans les relations interétatiques, celles-ci demeurant à l'état de nature. Et c'est pourquoi, il faudra recourir à une autre philosophie pour penser le droit international. Ce sera celle d'Emmanuel Kant.

Mais avant d'en venir à sa construction, observons que le mot paix, formé à partir du latin *pax*, porte la trace dans sa lointaine origine indo-européenne *pag, pak*, d'un « pieu », une borne que l'on enfonce pour marquer la limite d'un territoire. *Pax* est un sens figuré de cette limite fixée à un état antérieur de conflit violent, c'est la cessation des hostilités. **La paix, de même souche étymologique que le pacte**, se définit donc par la cessation de la guerre. C'est une convention, qui vient mettre une « limite » à un différend. Et l'on retrouve ici l'idée positive de « limite », de frontière. Celui qui enfonce un « pieu » dans le sol pour délimiter un territoire, n'est donc pas cet « imposteur » fustigé par Rousseau, c'est un homme de paix, parce qu'il « partage » un territoire.

Mais **qui peut garantir la justice de ce partage ?** Ce ne peut être que **le droit international**, c'est-à-dire ce que les juristes appellent le droit des gens (*jus gentium*) qui organise le rapport entre les États, notion que le président américain Woodrow Wilson avait tenté de mettre en œuvre après la Première Guerre mondiale avec la SDN (Société des Nations), ancêtre de l'ONU (Organisation des Nations Unies), **en s'inspirant**

**expressément du *Projet de paix perpétuelle de Kant*.** Le droit international doit être fondé sur ce que Kant appelle une « fédération des peuples », une « alliance de paix », ou encore un « congrès permanent des États ». Ces formulations renvoient à une solution confédérale excluant un État fédératif qui serait un gouvernement mondial souverain. Les États s'associent librement dans une fédération et leur engagement est révocable. Leur association, entièrement tournée vers la paix par le droit, exclut le « droit de la guerre ». Cette fédération d'États libres permet donc de régler les conflits entre États par l'acceptation de contraintes équitablement partagées au terme de négociations, en évitant le recours à la guerre. La seule force d'intervention légitime – les Casques bleus – est celle qui garantit la bonne exécution des décisions prises au nom du droit international. Même si l'ONU aujourd'hui paraît affaiblie, on ne peut pas nier qu'elle a contribué à éviter beaucoup de conflits depuis sa création en 1945.

Et puisque j'ai commencé par citer Martin Buber dont la philosophie est nourrie par le judaïsme, religion chère au cœur du Père d'Ornellas, je terminerai par le rappel d'une petite histoire biblique, au moment où nous vivons la tragédie du conflit entre Israël et la Palestine.

Dans le judaïsme la relation entre frères commence très mal, elle commence par un fratricide. Caïn tue Abel. Mais on apprend très vite que cette relation devient authentiquement fraternelle : dans la *Genèse*, Abraham est le premier à s'adresser en termes de paix et de fraternité à un autre homme, Loth son neveu. Leurs troupeaux sont trop grands pour paître sur la même terre. Aussi Abraham s'adresse à Loth : « Qu'il n'y ait donc point de querelles entre moi et toi, entre mes pasteurs et les tiens, **car nous sommes frères**. [...] Si tu vas à gauche, j'irai à droite ; si tu vas à droite, je prendrai à gauche (*Genèse* 13, 8-9). » Abraham laisse à Loth la possibilité de choisir : Loth optera pour la plaine du Jourdain et Abraham s'établira au pays de Canaan.

Il n'y a eu de paix entre eux que parce qu'ils ont réussi à **se séparer**. C'est le refus de la confusion, de l'indistinction d'un monde naïvement exempt de frontières, c'est le respect de l'unicité de chaque entité.

Et la paix n'est possible que parce que Abraham et son neveu acceptent de **partager** le territoire. C'est aussi le refus de l'identification à une possession. C'est le respect de la part d'autrui. La partition est partage.

Pourquoi n'avons-nous pas su imposer deux États à ce peuple de Palestine et à ce peuple d'Israël où ils sont tous les deux d'accord pour dire qu'il y en a un en trop ? **La Bible ne fournit assurément pas un cadastre pour régler le tragique conflit actuel, mais elle propose une boussole.**

**II – ENTRONS DANS LE SUJET**  
**« LA PAIX UN DEFI POUR NOTRE MONDE ! »**  
**QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR NOTRE MONDE ?**

**1°/ Vous, Monsieur le Ministre qui êtes au cœur de toute cette vie internationale, quel est votre regard sur notre monde ?**

**Monsieur, Jean Yves LE DRIAN, alors envoyé spécial du Président de la République au Liban, ancien Ministre de la défense et des Affaires Étrangères, a répondu à cette question avec une grand maîtrise du sujet, en dressant un diagnostic de ce monde fragmenté passionnant et en ouvrant quelques pistes d'avenir intéressantes.**

**Après avoir reconnu que la guerre est à nos portes, et qu'elle se déroule avec une violence et une barbarie qu'on n'avait plus vue depuis la dernière guerre, Jean Yves Le Drian décrit ce qui se passe dans le monde et les bouleversements qui s'en suivent mais aussi ses raisons d'espérer qui sont vraiment intéressantes.**

**Oui, le monde vit un véritable basculement : les règles établies ne sont plus respectées, les instances internationales semblent être hors-jeu, et un ordre mondial nouveau se met en place s'appuyant sur les régimes autoritaires où l'usage de la force remplace le droit. Serait-ce dû aux nostalgies d'Empire de certains États comme la Chine, l'Inde, Russie ? En réalité le monde a perdu ses repères sans avoir trouvé une nouvelle voie. Bien sûr à cela s'ajoute l'irruption des réseaux sociaux avec leur capacité à nier la réalité ... ce qui est dangereux pour le monde entier !**

**De plus la communauté internationale, disloquée, doit faire face à de nouvelles urgences comme le réchauffement climatique, les épidémies au niveau mondial, l'impact dangereux du numérique et de l'internet et enfin le terrorisme international ainsi qu'à « une redistribution mondiale des grands équilibres géo-économiques », avec l'émergence économique des BRICS.**

**Mais malgré tout cela Jean Yves Le Drian confirme qu'il a plusieurs raisons d'espérer car la démocratie, qui n'est pas seulement occidentale, a montré sa capacité à rebondir :**

- **Saurons-nous faire vivre cette internationale des démocraties qui respecterait les valeurs fondamentales de la Charte des Nations Unies ?**
- **Mais aussi notre capacité d'écoute des demandes du Sud Global s'est développée : serons-nous capables de mettre en place une gouvernance mondiale plus représentative de l'ensemble de la Communauté mondiale ?**

**Nous espérons que les USA resteront une puissance démocratique majeure ? Et enfin notre Europe qui a réussi à passer au travers de crises, va-t-elle réussir une véritable révolution copernicienne que je vous laisse découvrir ?**

## **Jean Yves LE DRIAN**

Vous l'avez dit, la guerre est à nos portes. Elle se déroule sur notre continent avec une violence, une barbarie, une intensité de destruction comme nous ne l'avons jamais vue depuis la dernière guerre mondiale. Et puis la guerre est aussi au Proche-Orient depuis le 7 octobre dernier, après un massacre antisémite d'une ampleur qui n'avait jamais été connue depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Mais aussi cette hyper-violence indiscriminée qui se déroule depuis, avec un mouvement qui fait comme si on allait vers une guerre sans fin dans cette région et avec les risques d'extension et d'escalade qui sont articulées autour de cette situation. Voilà l'état des lieux et de la conflictualité.

Mais je voudrais faire avec vous une analyse plus globale en répondant à trois questions

## A - ANALYSE GLOBALE DE L'ÉTAT DES LIEUX. En réponse à trois questions

### I - D'abord sur la désignation de ce qui se passe.

Et là je vais rejoindre ce qu'a dit le professeur Ricot, tout de suite, parce que ce qui se passe aujourd'hui, c'est une rupture par rapport aux quatre-vingt dernières années que nous avons vécues. Je considère pour ma part que **nous sommes dans une phase de basculement du monde**, d'un renversement d'époque dont nous n'avons pas encore pris toute la mesure. Et c'est d'autant plus brutal que nous venons de vivre, peut-être une période d'une certaine euphorie qui a commencée dans les années 90, après la chute du Mur et qui s'est poursuivie jusqu'au milieu des années 2010. Basculement du monde depuis 17 ans. Pourquoi ? C'est que :

- Tous les principes fondamentaux qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, gouvernaient l'ordre international, semblent s'effondrer : l'intégrité des territoires, la violation des frontières, le non-recours à la menace d'emploi de la force, le règlement pacifique des différends. Tout cela contenu globalement dans la Charte des Nations Unies. Tout cela n'a plus cours.
- Ces références sont progressivement en train de devenir caduques, y compris le multilatéralisme. Un mot un peu compliqué qui veut dire que les États, en respectant leur propre souveraineté, leur propre autonomie, se mettent d'accord entre eux pour avancer sur une stratégie globale (qu'elle soit climatique, qu'elle soit éducative) pour faire progresser la planète. Ce multilatéralisme-là est en péril.
- Et au-delà, les instances internationales censées mettre en œuvre les grands principes que j'ai évoqués, semblent de plus en plus souvent hors-jeu, à commencer par le Conseil de sécurité. Puisque vous parliez tout à l'heure des Nations Unies, il faut aussi faire référence à la SDN. Ces instances-là, aujourd'hui, n'apparaissent plus pertinentes pour régler des conflits, alors que dans la période, dite « heureuse », entre guillemets, des années 90, il y avait beaucoup de décisions qui étaient prises au sein du Conseil de sécurité. Ce n'est plus le cas puisque chacun fait fonctionner son droit de veto, sur quasiment toutes les propositions et les résolutions qui sont proposées, sauf une il y a très peu de temps sur la Palestine, enfin. Généralement c'est ou la Russie ou la Chine, parfois même les Etats-Unis qui bloquent le fonctionnement du Conseil de sécurité. J'ai siégé au Conseil de sécurité, je l'ai même présidé à plusieurs reprises et j'ai constaté cette évolution accélérée se produire. L'ONU est aujourd'hui paralysée par les vetos, mais aussi par la contestation interne, puisque beaucoup ne se reconnaissent plus dans le mode de fonctionnement des Nations Unies et veulent créer à côté, parallèlement, d'autres

instances ou modes de gestion de la planète. J'y reviendrai. Cette situation est particulièrement préoccupante.

**Et en écho, je suggère de regarder** le contenu de la déclaration de Poutine et de Xi Jinping juste avant les Jeux olympiques de 2022, avant les Jeux olympiques de Pékin. Rappelez-vous cette visite du président Poutine à Xi Jinping et ce texte de fraternité qui avait été signé entre les deux, où il y a l'affichage très clairement d'une volonté d'écarter les Occidentaux de la gestion du monde et de préparer un monde nouveau, avec un **ordre mondial nouveau qui s'appuierait sur des régimes autoritaires et sur le renoncement à l'Occident décadent.**

Cette situation ouvre un espace pour une utilisation désinhibée de la violence armée. Puisqu'il n'y a plus de règles, il n'y a plus de régulation. Et à partir de ce moment-là, on peut agir un peu comme on l'entend, sans être profondément inquiet. Et c'est ce qui s'est passé avec l'agression en Ukraine.

Moi je n'ai pas à cet instant les réponses à donner, mais j'ai quelques analyses. Ce qui s'est passé en Ukraine, c'est une **traduction concrète de cette disparition ou impuissance des instances de régulation**, avec en même temps l'apparition de ce que j'appelle **la nostalgie d'Empire** : tout se passe comme si on revenait à avant les 80 années qui viennent de se passer. Y compris avant la guerre froide, avec la résurgence des désirs d'empire, avec la nostalgie des empires qui provoquent des pays comme **la Russie ou la Turquie**, qui reviennent à une forme de nostalgie, non dissimulée, avec de nouvelles ambitions. L'**Iran** est dans cette même logique. Mais aussi finalement, d'une certaine manière, l'Inde et **la Chine**, avec cette volonté d'affirmation mondiale et dans **cette affirmation des nostalgies d'Empire, l'usage de la force remplace le droit.** Le droit est défiguré pour servir de camouflage à l'emploi de la force armée.

Parallèlement à cela, les guerres actuelles ou potentielles se présentent souvent et s'intensifient à l'occasion de la découverte de ressources énergétiques, et de ressources minérales critiques qui provoquent parfois des nouveaux conflits qui, pour le Venezuela et la Guyane, par exemple, récemment, en est le témoin particulièrement évident.

**Dans ce contexte, si nous sommes, nous, particulièrement sensibles et inquiets, c'est parce que l'Europe est particulièrement touchée** par cette nouvelle donne. Elle est touchée sur les principes. L'Europe avait longtemps servi sur la scène internationale d'exemple pour le règlement pacifique des différends entre des États souverains qui s'étaient unis ayant souhaité chasser la guerre fratricide de leur horizon. Elle était volontiers citée comme référence et ensuite elle avait réuni un acquis, avec l'ensemble de

son environnement, une forme de sécurité collective qui, aujourd'hui, est gravement menacée.

**Tous les grands textes de sécurité collective en Europe sont désormais caducs.**

Or, ils résultaient pour beaucoup de l'esprit de ce qu'on appelait « l'acte final d'Helsinki » à l'époque de Brejnev et de la « Charte de Paris » à l'époque de Gorbatchev où on s'entendait sur un certain nombre de principes que j'ai évoqués et qui reprenaient une bonne partie de la Charte de Paris, mais aussi où on s'entendait sur la maîtrise de nos armements communs. Pour cela on avait mis en place des conventions, voire même des traités qui évitaient des risques de guerre, dont le plus spectaculaire étant « le traité sur les forces nucléaires intermédiaires ».

Rappelez-vous 1987 la déclaration du président Mitterrand au Bundestag « *Les missiles sont à l'Est, les pacifistes sont à l'Ouest* ». Cela avait abouti à un accord qui aujourd'hui est aussi abandonné par la Russie. Ce qui permet d'ailleurs aux Russes, éventuellement, d'implanter dans la zone de Kaliningrad des vecteurs nucléaires autant que bon leur semble. De ce fait, nous sommes dans une grande fragilité.

**Je fais remonter les premières étapes de ce basculement, à 2013**, au moment où, pour des raisons qui lui sont propres, sur lesquelles je ne reviendrai pas, ce serait un peu long, au **moment où le président Obama renonce à frapper sur les sites d'archives d'armes chimiques de Bachar el-Assad en Syrie**. C'est en août 2013, moment où il renonce finalement à mettre en œuvre les mesures annoncées au cas où les lignes rouges auraient été franchies par le régime de Bachar El Assad, annoncées, et même déclarées comme une rupture majeure, en n'intervenant pas par des frappes sur des usines chimiques, d'armes chimiques qui étaient prévues à ce moment-là. Du coup, **c'est le point de départ, finalement de fragilisation globale du dispositif international.**

**Je fais un lien très clair entre cet événement et l'intervention en Crimée du président Poutine** et l'Empire qui veut retrouver de l'espace au début de l'année 2014, c'est la suite d'une fragilisation perçue de l'Occident d'une manière générale, les Etats-Unis en étant le symbole. **J'ajoute à cela d'ailleurs que je fais un lien entre ce qui s'est passé là et le retrait américain d'Afghanistan** : la France était partie depuis longtemps, mais cela s'est fait de telle manière que cela a été perçu comme un signe de faiblesse supplémentaire. Bref, les appétits des puissances se libèrent et **nous sommes dans ce monde un peu affolé, sans repères, dans un basculement qui cherche une nouvelle voie mais qui aujourd'hui ne l'a pas trouvée.**

**J'ajoute à cela une dimension éthique qui me paraît tout à fait nouvelle et aussi très préoccupante pour l'avenir**, celui de nos enfants et nos petits-enfants. Ce que je constate, c'est la capacité portée à une échelle sans précédent, par certains responsables politiques, chefs d'État compris, à l'ère des réseaux sociaux, à l'ère d'Internet, cette capacité à nier la réalité et à la retourner pour construire de faux récits fondés sur ce déni manifeste, et lorsque le déni du réel se déploie à ce niveau et à cette échelle, avec aplomb, la perte de repères, la perte de références pour la communauté internationale comme pour tous les citoyens, menacent la sécurité de tous.

C'est à dire qu'il est très difficile pour des diplomates de mener une discussion alors qu'on discute sur un mensonge. La vérité n'est plus au rendez-vous. L'exemple le plus spectaculaire et récent, vous l'avez vécu, c'est l'accusation contre l'Ukraine d'être l'organisatrice du massacre du Crocus City Hall près de Moscou. De surcroît, il n'est pas impossible que le prochain chef d'État de la plus grande des démocraties devienne lui aussi un champion incontesté de cette pratique. `

Alors au total, pour caricaturer, mais à peine : sans gouvernement, sans gendarme, sans communauté réelle de valeurs, la communauté internationale est bien peu préparée à aborder de front les grands défis de la géopolitique et de géo économie mondiales qui se présentent avec insistance devant nous.

## **II - Mon deuxième point porte sur l'état du monde**

Il n'y a jamais eu autant d'urgence à ce qu'il y ait une communauté internationale qui fasse travailler les États ensemble. Et il n'y a jamais eu une communauté internationale aussi disloquée. **Il y a à mon sens quatre urgences globales** qui nécessitent des réponses globales auxquelles nous ne sommes pas aujourd'hui en situation de pouvoir répondre.

- *Le réchauffement climatique*, évidemment, c'est l'affaire cruciale de la jeunesse. C'est notre affaire cruciale. Il va imposer de modifier complètement le cadre des politiques énergétiques, environnementales et industrielles. Sa prise en compte va modifier l'offre de l'énergie au plan mondial. Elle va affecter aussi la demande. Vous savez que pour traiter ce réchauffement climatique, il y a les conférences des parties, les COP. Les parties étant les États qui ont permis un certain nombre d'avancées. Mais on ne pourra avancer dans la lutte contre le réchauffement climatique que si les grandes divisions Nord-Sud, entre ce qu'on appelle aujourd'hui le Sud global et les pays industrialisés puissent aboutir à des compromis. Or ces compromis sont lents. De plus, si on n'acceptait pas que la transition énergétique



soit plurielle et qu'elle soit menée de manière différenciée, en respectant l'écart entre les pays déjà dotés d'appareils industriels et les autres dits émergents, on serait devant de nouvelles difficultés et de nouvelles conflictualités et c'est un enjeu qui est devant nous.

- C'est la même chose pour *la santé*. Nous avons vécu ensemble la Covid au niveau mondial et on s'est aperçu que le traitement global des grands enjeux sanitaires, qu'il s'agisse de prévention, d'identification des virus, d'accès aux vaccins en même temps que les difficultés de l'OMS, nécessite aujourd'hui de reprendre à bras le corps ce sujet.
- Troisième urgence le *domaine crucial du numérique et de l'Internet*. On ne pourra pas continuer longtemps à être sous la domination des super plateformes, qui, comme on sait aujourd'hui, sont généralement des plateformes américaines. Quelques-unes sont chinoises. Toutes jouent ou aspirent à jouer un rôle transnational et dominant sur les États nations et sur les patries, puisque vous évoquez ce mot, Il y a un moment où le sujet est au cœur des questions d'organisation mondiale, d'aujourd'hui et de demain. Comment sortir de la dépendance extrême du moment ? Comment trouver les normes adaptées de régulation ? Aujourd'hui, la communauté internationale est muette sur le sujet parce qu'on ne peut pas avancer mais cela supposerait une réponse coordonnée des nations et des organisations.
- Et enfin, la quatrième urgence, c'est *le terrorisme* sur lequel il y a eu, il fut un temps et même au début de mes propres fonctions de ministre de la Défense, une synergie internationale pour la combattre. Ce n'est plus le cas et la menace du terrorisme islamique vient de resurgir à Moscou. Elle n'est pas encore abattue. D'autres groupes peuvent menacer aujourd'hui nos propres sociétés et on verra peut-être aussi de la situation au Sahel avec le Général Michon. Mais en tout cas, là aussi, c'est une menace globale et face à une menace globale, il faut une réponse globale.

Ensuite, constatons ensemble que **nous sommes en train de vivre une modification des grands équilibres géo-économiques**. Nous assistons à une redistribution des cartes de la puissance économique mondiale. La trajectoire ascendante des économies dites émergentes du Sud global sera la principale source de croissance dans les années à venir. La Chine, l'Inde, l'Indonésie et d'autres vont s'imposer dans les 30 ans qui viennent, comme les premières puissances mondiales, même si la Chine éprouve aujourd'hui des difficultés. Et à partir de là, on voit apparaître un sujet dont on ne parle pas beaucoup. Pas

assez à mon avis, c'est l'émergence de ce qu'on appelle les BRICS. Et aujourd'hui ce sont les BRICS, c'est-à-dire le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud. Et se sont ajoutés il y a quelques mois, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie Saoudite et l'Indonésie. Tous travaillent ensemble avec une vision critique de l'Occident et recherchent ensemble l'élaboration d'une alternative à l'organisation mondiale, même à l'intérieur des BRICS.

Il faut cependant relativiser un peu.

- Il y a des divergences importantes sur l'objectif à rechercher dans les diverses projections de ces États.
- Les Etats-Unis, par leur capacité de rebond et, on le constate depuis deux ans en particulier, par leur capacité d'innovation, seront à même de rester dans le peloton de tête pour l'avenir.

Mais si l'Europe ne retrouve pas un plus grand dynamisme favorisant la croissance et l'innovation qui ont fait son succès dans le passé, son influence pourrait être profondément relativisée dans le domaine économique, commercial, international et inévitablement dans sa stature internationale.

### **III – Mais parlons de mouvements géopolitiques**

C'est-à-dire de l'avènement **de nouveaux espaces de conflictualité**. On commence à les identifier progressivement par les conflits actuels, mais ils risquent de s'approfondir dans les années qui viennent.

- Je pense aux *cyberattaques* que nous vivons, qui sont appelées à jouer un rôle croissant dans les agressions. Elles peuvent préparer ou accompagner des opérations militaires et peuvent jouer de façon à sembler rester en deçà du seuil d'une agression, mais aussi paralyser, détruire toute une partie de l'appareil économique et commercial d'un pays.
- *L'espace* : l'actualité récente, vous l'avez sans doute vu, a mis en valeur auprès du grand public le risque d'une militarisation de l'espace, c'est à dire d'un déploiement d'armes anti satellite qui ferait courir à nos systèmes d'information et de communication des risques considérables. Et il semble bien que Chinois et Russes ne se refusent rien dans ce domaine en dépit du traité de 1967 qui interdit l'utilisation pacifique de l'espace et l'utilisation qui oblige à l'utilisation pacifique de l'espace.

- Et puis la mer : les *enjeux maritimes* sont aujourd'hui à l'origine de l'accélération des risques de conflits, mais aussi de conflits réels avec la militarisation de l'espace maritime.

Ces trois axes là, l'espace, la cyber et la mer, font partie des espaces non ou peu régulés et sur lesquels les puissances montantes essaient de prendre des places pour imposer leur domination.

- Je ne vais pas m'étendre sur *l'intelligence artificielle* qui est le dernier risque non régulé qui apparaît et qui peut entraîner demain, au niveau de la sécurité des bouleversements stratégiques considérables et sur lesquels nous ne sommes qu'au début de nos découvertes et de nos risques. Donc je suis conscient de vous faire une description rapide, un peu noire, mais c'est la réalité.

## **B – JE VOUDRAIS TERMINER MON PROPOS EN VOUS DONNANT QUAND MÊME QUELQUES RAISONS D'ESPÉRER**

### **I - Mon premier élément d'espoir est la démocratie**

Moi, j'ai vécu ces dix dernières années dans des postes de responsabilité majeures sur ces sujets et la question que je me pose, c'est face à ces évolutions et ces bouleversements, assistons-nous au déclin irrémédiable des grandes démocraties occidentales et industrielles ? Ou au contraire, la démocratie dispose-t-elle d'atouts dont elle peut tirer parti ? Je suis, moi, tout à fait opposé au clan des déclinistes en matière de démocratie. Je pense que nous avons la capacité à rebondir et ça, c'est mon premier point d'espoir.

Je pense aussi qu'il y a une erreur grossière qui consiste à assimiler le concept de démocratie avec le concept d'Occident. Il faut sortir de cette confusion. Il faut faire en sorte que les démocraties du monde puissent créer entre elles les synergies indispensables pour sortir des impasses dans lesquelles nous sommes aujourd'hui. Les démocraties du monde, ce ne sont pas obligatoirement les démocraties occidentales. Les démocraties du monde, c'est aussi le Brésil, c'est aussi l'Inde, c'est aussi l'Indonésie qui sont des démocraties particulières, ce ne sont pas les mêmes que les nôtres, mais ce sont des démocraties. Je pense qu'il importe que nous puissions mobiliser, nous mobiliser pour que les démocraties du monde puissent se retrouver.

Je suis favorable à l'internationale des démocraties. La condition de cette internationale c'est que chacune des démocraties s'engage à respecter les valeurs fondamentales de la Charte des Nations Unies. Je crois, là, il y a des chances. Nous sommes en capacité de pouvoir nous redresser, sur ce point.

## **II - Mon deuxième élément d'espoir, c'est notre capacité d'écoute**

Et en particulier des demandes venant des pays dépendant de ce qu'on appelle **le Sud global**, et notre disponibilité à des réformes de gouvernance me paraît de plus en plus forte. Il nous faudra faire des propositions de modification de la gouvernance mondiale. Alors, on recherche peut-être à partir des COP dont je parlais tout à l'heure, mais aussi par une représentation beaucoup plus représentative de l'ensemble de ce que représente la communauté mondiale, pour qu'il y ait des nouvelles formes d'instances internationales qui permettent d'aboutir à un nouveau multilatéralisme. Je pense que c'est possible. Je pense surtout que c'est souhaitable, à condition de poser des actes. En aucun cas les démocraties dont je parlais ne peuvent être les syndics du statu quo actuel, sinon on ira vers d'autres conflictualités que j'ai évoquées.

## **III - Mon troisième élément d'espoir, si l'on peut dire, on peut penser malgré tout que les Etats-Unis peuvent rester une démocratie :**

ils ne seront plus sans doute l'hyperpuissance antérieure, mais ils resteront une puissance majeure et ils peuvent être une référence démocratique, à condition qu'ils s'en donnent les moyens électoraux et politiques et qu'ils restent en place pour la défense des valeurs dont je viens de parler.

## **IV - Et puis enfin, mon quatrième élément d'espoir il y a les atouts propres de l'Europe**

et je terminerai là-dessus sans qu'il faille voir de lien avec les échéances à venir qui sont là, même si je pense que cela aura un impact important. **J'ai vu en dix ans l'Europe traverser des crises, mais aussi connaître une véritable mutation** et je pense qu'on peut construire sur cet acquis. L'Europe est sortie de l'innocence. Elle est sortie de la naïveté. Elle est sortie de sa torpeur stratégique. Elle n'a pas abouti encore tout son chemin. Mais quand je vois ce qui se passait en 2012 et ce qui se passe maintenant, c'est une révolution copernicienne qui s'est produite.

- *D'abord, l'Europe est restée unie* alors que tout le monde pensait qu'elle n'allait pas l'être. Rappelez-vous les débats autour du Brexit. Rappelez-vous aussi tout ce qu'on disait sur la crise. Elle est restée unie, y compris dès le départ, sur la crise ukrainienne. Alors que les moyens d'action de fake news de la part du président Poutine étaient considérables. Les 27 sont restés unis. Ce n'était pas donné d'avance, mais ça se maintient et ça se poursuivra.

- Deuxièmement, *l'Europe s'est dégagée de cette dépendance à l'égard de la Russie*, en tout domaine, rapidement, brutalement peut-être, mais en en reconnaissant la nécessité. Je pense en particulier au problème de l'énergie et elle affirme de plus en plus sa souveraineté qui n'est pas contradictoire avec la souveraineté nationale. Ce sont des souverainetés qui se conjuguent.
- Dans le même temps, on assiste à la *montée en puissance de sa politique industrielle*. Pendant longtemps, les autorités européennes avaient refusé de s'engager dans la voie d'un soutien aux entreprises et elles étaient uniquement focalisées sur les enjeux de liberté du marché. Désormais, le mot politique industrielle n'est plus un tabou. Le mot sécurité économique de l'Europe n'est plus un gros mot. Bref, progressivement, l'Europe est en train de se constituer comme une force géopolitique.

**Et** je terminerai vraiment sur cette observation. Pour s'affirmer, **pour garder son rang, l'Europe devra relever un défi sécuritaire et militaire majeur**. Je vous livre mon sentiment personnel. Nous ne pourrions pas continuer à penser notre propre sécurité de façon dépendante des résultats électoraux de tel canton de Caroline du Nord, parce que c'est ce qui va se passer, d'un autre État comme le Texas. On sait que les résultats des élections américaines sont toujours serrés, mais on sait aussi que ça se joue sur quelques États. Et on sait qu'en chaque État, il y a des cantons plus ou moins marqués. En fait le résultat se joue sur quelques cantons dans l'ensemble des États-Unis. Et notre sécurité dépendrait des électeurs de Caroline du Nord, pour qui j'ai le plus grand respect ? Néanmoins, **l'Europe doit prendre à bras le corps ses enjeux de sécurité**. Maintenant, à un moment où on voit apparaître, et c'est sans doute le plus grave, le plus inquiétant, un axe Russie-Iran-Corée du Nord, inimaginable il y a encore deux ans, et avec sur ce point des interrogations chinoises. Cette alliance-là se fait à ciel ouvert, si j'ose dire, et les Européens ne prendraient pas à bras le corps leur propre sécurité ? Cela veut dire les efforts financiers des efforts industriels, la volonté commune. Je crois qu'elle est là. Elle est là sans doute par nécessité, mais elle devient là par volonté et par affirmation européenne, ce qui me paraît être une évolution extrêmement positive. C'est pour cela que j'ai quand même des raisons d'espérer dans la situation actuelle, qui est quand même assez trouble et assez inquiétante.

**2°/ Comment, Général Laurent Michon,  
voyez-vous les responsabilités de l'armée aujourd'hui ?**

**Le Général Michon a accepté de venir témoigner qu'effectivement le soldat français contribue à la paix..., après 40 années passées sous l'uniforme, avoir été à la tête de l'opération Barkhane au Sahel depuis 2021, et actuellement l'Officier général de la Zone de défense et de sécurité ouest depuis sept 2022, il a accepté de venir témoigner en tant que chef militaire dans une démocratie occidentale et agissant sous l'autorité permanente du décideur politique élu de façon légitime. Après avoir rappelé que la vocation du soldat, était de défendre sa patrie, tout en risquant sa vie, il rappela que, depuis 1950, pour l'armée française la guerre n'avait pas disparu : elle s'était éloignée puis peu à peu revenue.**

**Le Général fort de son expérience a expliqué que le soldat a besoin**

- **De connaître la finalité de son engagement**
- **Mais aussi de savoir si on peut atteindre l'objectif espéré**
- **Et enfin de comprendre la légitimité de la cause.**

**Au total, après une vie au service de la France, le Général Laurent Michon conclue qu'on peut être fiers de la façon dont combattent les armées françaises, d'autant plus que notre armée a la chance d'avoir la confiance du Comité International de la Croix Rouge qui est le garant d'une pratique militaire juste qui respecte la personne humaine, ce qui est essentiel si on cherche à bâtir la paix !**

## **LE GÉNÉRAL LAURENT MICHON**

Je resterai dans ce débat à ma juste place de général, c'est à dire celle du chef militaire dans une démocratie occidentale, agissant par conséquent sous l'autorité permanente du décideur politique, élu de façon légitime. Je vais prendre des exemples concrets de l'action des armées françaises au Sahel, puisque c'est la question posée initialement par Madame Hutin, et l'étendre à quelques exemples un peu plus anciens. Je suis évidemment plutôt à la fin de ma carrière : soit environ 40 années d'engagement des armées en opérations de type très différents depuis la fin des années 80 jusqu'à aujourd'hui. J'essaierai d'illustrer la façon dont le soldat français est engagé, en revenant sur le titre initial demandé qui était **« Comment l'armée française peut œuvrer à la paix ? »**. Ce titre peut paraître un brin provocateur, en tous cas interrogateur. Après ces 40 années passées sous l'uniforme, de Lieutenant à Général, je reste pourtant intimement persuadé qu'effectivement, le soldat

français contribue à la paix, même (ou parce que) sa mission est de la préparer, voire en « faisant » la guerre.

Mes prédécesseurs viennent d'évoquer la force et le droit. Le soldat français a sa place dans les équilibres à établir ou rétablir entre la force et le droit, qui ne peuvent qu'être complémentaires et non pas dissociés.

**Avant de revenir sur ce point, je tiens à effectuer deux rappels fondamentaux pour nous, soldats**, comme ils le sont tout autant pour vous, citoyens, me semble-t-il.

- Le premier rappel est que **la vocation du soldat est de défendre sa patrie**. On parlait de patrie à l'instant : il s'agit bien pour l'armée de défendre un territoire métropolitain et ultramarin, ses approches maritimes et son espace aérien, et bien sûr les Français, où qu'ils se trouvent dans le monde. La mission est aussi de défendre les intérêts français, on oublie parfois de le rappeler par pudeur ou discrétion. Pour un soldat, il est évident que défendre l'intérêt de la France est également légitime.
- Le deuxième rappel, c'est que **le militaire a par essence une relation très directe avec la vie et la mort**, puisque le soldat possède une vocation particulière : il s'engage totalement et « risque sa peau ». Par son action, il risque aussi la vie des subordonnés ou des camarades. Surtout, le soldat - et plus encore le chef (cela commence dès le grade de caporal) - donne la mort ou donne l'ordre de tuer. Cela est parfois moins mis en avant dans le monde civil, ou moins perceptible. Mais **cette responsabilité première de pouvoir, et parfois devoir, tuer est une responsabilité exorbitante** à tout point de vue, d'abord sur le plan humain et moral. Elle me paraît encore **plus importante que celle de risquer sa vie** ou celle de ses hommes pour remplir la mission, ce que d'autres font tout autant, comme le policier, le gendarme ou le pompier.

Je tenais à rappeler ces deux fondamentaux, qui vous paraissent probablement des évidences, mais n'en constituent pas moins notre essence de soldat.

Ensuite, avant de vous partager trois idées sur le rôle du soldat en vue de la paix, je voulais réagir à ce qui vient d'être mentionné sur les « *80 années extraordinaires de paix qu'on a vécues en Europe* », pour préciser que je ne suis pas tout à fait d'accord avec mes deux prédécesseurs, ou en tout cas que cette affirmation mérite deux précisions.

- Il y a d'abord *une première précision temporelle : dans ces 80 années de paix pour l'Europe, n'oublions pas une décennie de guerre dans les Balkans*, qui est peut-être

déjà de l'histoire pour les plus jeunes mais que les militaires de ma génération ont tous connue. N'oublions pas non plus pour les armées françaises les deux décennies qui ont suivi la victoire de 1945, en Indochine (Union française) et en Algérie, départements français, ce qui réduit un peu le champ de 80 années sans conflits.

- *La deuxième précision est spatiale, géographique* : le soldat français, que je suis, peut vous témoigner que si *la guerre* avait disparu de l'horizon du citoyen français, *elle n'avait absolument pas disparu de notre champ*, loin s'en faut, dans un horizon un peu plus lointain qui fut celui des engagements successifs de l'armée française au Proche et Moyen-Orient (Liban, Irak, jusqu'à l'Afghanistan) et en Afrique, à de multiples reprises. La guerre n'avait pas disparu : elle s'était éloignée, puis est peu à peu redevenue de plus en plus proche, comme l'ont souligné les trois derniers livres blancs de la défense de 2008, 2013 et 2017.

Je vais vous partager trois idées, tout simplement et encore une fois en tant que chef militaire français, de lieutenant, capitaine, colonel à général.

**1°/ Première idée fondamentale : le militaire a besoin d'avoir les idées claires avant d'engager le combat : nous avons absolument besoin de cette clarté au regard de nos responsabilités, et nous l'exigeons du chef politique.** Monsieur Le Drian pourra le confirmer.

- Le soldat a besoin de **connaitre la finalité de son engagement**, car il est responsable de l'emploi de la force, chacun à son niveau. Quel est l'objectif politique de l'engagement militaire ? On appelle cela *l'état final recherché*. Cette situation finale recherchée est d'essence politique ; ensuite seulement, nous pouvons en déduire et proposer des objectifs militaires pour la force armée, qui n'est jamais le seul acteur même s'il peut être le principal à un moment donné. Le manque de clarté politique implique un mauvais engagement de la force, inadéquat ou inadapté.
- **Cette action du soldat, cette action militaire, est toujours liée donc à d'innombrables acteurs autres.** Vous n'imaginez pas à quel point le soldat engagé agit dans un contexte où les acteurs sont multiples : français, européens, otaniens ou onusiens, pour ce qui concerne l'action militaire, qui est très rarement uniquement nationale. Mais d'autres acteurs sont présents lors d'une crise ou sur un théâtre d'opérations : responsables politiques locaux, diplomates, humanitaires, journalistes – et tout simplement les populations concernées, même dans les zones



de combat. Il est donc nécessaire d'avoir une vision large, ce qui se traduit dans notre doctrine française par **la nécessité d'avoir une approche globale du conflit**. Appliquons cela au Sahel. J'ai commandé la force Barkhane au moment où l'objectif d'évolution de l'opération était double, sur le plan militaire : tout en poursuivant les quatre missions principales que je vais détailler, il me fallait réduire de moitié les effectifs français (soit passer de 5.000 à 2.500 h sur une zone grande comme l'Europe, sur cinq pays de la Mauritanie au Tchad) et transformer la force Barkhane au Mali en une force européenne, baptisée TAKUBA. Cet objectif double a été atteint et nous avons dû, en plus et alors que cela n'était évidemment pas prévu, nous désengager ensuite du Mali en quelques mois, en raison du choix de la junte qui faisait appel à Wagner. Le soldat français avait pour mission de « faire baisser la tête » à l'ennemi, donc de combattre des groupes terroristes pour qu'ils ne prennent pas trop d'ampleur. Il ne s'agissait pas « d'éradiquer le terrorisme », ce qui est un non-sens, même si cela a parfois été prononcé par nos décideurs politiques. Faire baisser la tête aux groupes terroristes après Serval, après avoir bloqué l'avancée sur la capitale, sur Bamako, puis, faire monter en gamme l'armée malienne, l'objectif régional étant que l'ennemi terroriste soit à la portée des armées locales. Le militaire est directement menant pour ces deux actions sur l'ennemi et les forces amies. L'armée malienne, est passée en 10 ans de 7000 à 40000 hommes et pendant ce laps de temps, les Français ont largement contribué à endiguer l'extension des groupes terroristes.

- Dans la même période, **il nous fallait agir de façon plus globale avec les États et tous les acteurs locaux ou institutionnels**, pour rétablir au sens large un minimum de services aux populations, comme devrait le faire tout État : la justice, l'éducation, l'aménagement du territoire pour parler comme un Occidental. Mais aussi l'accès à l'eau, à la nourriture dans des contrées où il faut d'abord survivre. Cela a été moins visible, car l'AFD ou les ONG ne l'ont pas mis en avant, mais le militaire français a soutenu de très près toutes ces « autres » actions. En réalité, **nous ne sommes en tant que soldat, que celui qui permet l'action de l'autre** : l'armée amie, l'action humanitaire, les organisations internationales et les ONG qui ne peuvent agir elles-mêmes qu'avec le minimum de sécurité que nous leur apportons. Notre engagement était bien global d'emblée : Le soldat ne peut réussir sa tâche que si les autres ont le temps d'accomplir la leur. On ne conçoit une action que dans ce cadre-là. Le soldat seul, ça n'a aucun sens.

Même en temps de guerre, **il est essentiel que le diplomate continue aussi à agir pendant les combats**. C'est ce qui s'est passé entre 14 et 18, et entre 39 et 45 et j'espère

qu'il en est ainsi aujourd'hui pour l'Ukraine et la Russie, ou d'une autre façon dans les négociations à travers des tierces parties pour Israël contre le Hamas. Le diplomate doit continuer à parler à l'adversaire, directement ou indirectement, et pas uniquement aux alliés. Si le diplomate ne fait plus cela pendant que le soldat combat, on se prive d'évoluer vers la paix et la résolution du conflit.

Et les autres acteurs, politiques, économiques et humanitaires sont tout aussi importants, même en temps de guerre : comment vais-je reconstruire ? Quelle sera la suite ? Car il y a toujours une suite. A chaque guerre correspond une sortie de guerre, cela se prépare dès le début, selon l'effet final recherché qui est global, et se conduit selon l'évolution des combats.

En réalité donc, **la clarté politique est indispensable au soldat**, et celui-ci n'est jamais engagé seul

## **2°/ La deuxième idée concerne le rapport de force, très concret, très militaire qui est fondamental cette fois sur les plans tactiques et opérationnels, et pas uniquement stratégiques.**

On le redécouvre aujourd'hui, **l'importance du rapport de force militaire doit être bien appréhendée par une Nation** et ses décideurs. L'issue de tout conflit, que ce soit un différend de faible intensité ou une guerre plus atroce et cruelle, dépend *in fine* de rapport de force matériel et immatériel établi entre les belligérants.

Si je souligne ce point, c'est que les Européens l'avaient parfois oublié, du fait des dividendes de la paix. Ce ne sont pas, par exemple, les Nations Unies qui ont permis la parenthèse de paix relative de 80 années après la deuxième guerre mondiale, mais plutôt, ou au moins tout autant, l'équilibre des forces qui a permis l'instauration d'un droit international nouveau, lui-même traduisant cet équilibre nouveau des forces. Sans cet équilibre des forces concret, il n'y a pas de stabilité durable. C'est malheureux peut-être, mais c'est comme ça.

Or, **le rapport de force a un lien avec la guerre juste**. Pour mémoire, **une guerre ne peut être considérée comme être juste que si**, parmi d'autres critères (autorité légitime, par exemple), **il y a des chances raisonnables de succès**. Nous avons parfois oublié également que le droit ou l'humanisme ne suffisent pas à intervenir de façon juste : le devoir d'ingérence, l'imposition de la paix et d'autres actions de ce type en peuvent être justes si le droit n'est pas accompagné de la force, permettant cette « chance raisonnable de succès ». Je pense d'ailleurs que ceci est valable au sein même d'une société, mais ce n'est pas le sujet de ce soir. La démocratie doit donc développer son outil militaire pour se défendre ou vaincre, sinon les tyrans gagneront toujours les guerres qu'ils décident

d'imposer à leurs voisins : ce n'est pas ce que l'on souhaite, évidemment. **La France ou l'Europe doivent par conséquent retrouver la volonté d'être fortes militairement**, non pas pour écraser le voisin, mais tout simplement parce que, sinon, le droit ne sera pas respecté.

**Le rapport de force tactique compte également sur le terrain, de façon très locale.**

Souvenons-nous des Casques bleus, déployés dans les Balkans. Nous avons adopté des dispositifs tellement « légers » sur le plan tactique, comme sur les règles de combat et d'ouverture du feu, que nous nous sommes retrouvés avec des centaines de soldats français et britanniques otages et enchaînés sur les ponts. Cela illustre les conséquences tactiques de la faiblesse. La faiblesse face à un tyran « sans foi ni loi » mène alors aux tragédies, comme lors de l'épisode tragique de l'enclave de Srebrenica : les Casques bleus néerlandais ont été placés dans des situations impossibles pour un militaire, ayant à protéger une population sans en avoir les moyens et sans avoir pris des dispositions minimales permettant de remplir la mission face à un adversaire déterminé à massacrer. A l'inverse, le général Lecointre, alors capitaine, témoigne régulièrement de l'épisode qui a suivi quelques semaines plus tard : changement majeur des règles d'ouverture du feu, volonté au niveau tactique du chef militaire pour reprendre un pont ou politique au niveau opératif – niveau d'un théâtre d'opération - changeant subitement le rapport de force en permettant, avec les mêmes armées, de constituer une force de réaction rapide efficace avec Britanniques, les Néerlandais et les Français pour imposer une forme de paix, suivi d'un accord de l'OTAN, forçant les différents belligérants à l'arrêt des hostilités.

La leçon est pour moi la suivante : **quand on est trop faible militairement, même localement au niveau tactique, l'objectif politique ne peut être atteint.** C'est irrémédiable, mais malheureusement parfois négligé, par manque de réalisme. A l'inverse, quand le militaire est suffisamment fort pour permettre que la solution politique puisse avancer sur le terrain, cela ne garantit pas toujours que la situation politique aboutisse, mais la rend en tout cas possible.

Le deuxième sujet sur les rapports de force, vu du militaire, je l'évoquais, c'est que **toute guerre se termine à un moment ou un autre.** Même une guerre d'usure, comme celle initiée par Poutine, qui attend bien sûr d'abord les élections européennes, puis les élections outre atlantique. Toute guerre se termine sur un arrêt temporaire des hostilités qui s'appelle en général un cessez le feu. A ce moment aussi, le rapport de force compte, il est même premier : qui arrive avec quoi à la table de négociation ? Comme situation sur le terrain : conquis, ou pas conquis ? Qu'est-on prêt à concéder ? **Le résultat du rapport de force va permettre – ou pas – de déboucher sur une paix juste**, et c'est tellement important car l'histoire nous a appris qu'une paix injuste va provoquer la guerre d'après.

L'Europe doit se souvenir de cela, après des siècles de guerre fratricides. Ce facteur est fondamental pour une démocratie, car les tyrans s'en sortiront toujours bien, avec des coups de force initiaux, avec un rapport de force concret qui pourrait faire que de gages en gages, personne n'arrêtera la guerre de façon durable, en tout cas pas la guerre voulue par le tyran. Sur ce dernier volet, **sans retour du droit, appuyé par un rapport de force suffisant, il ne peut y avoir de retour des règles minimales de vie apaisée.** On aboutit par exemple à la situation libyenne : une faute stratégique me semble-t-il, car sur le plan militaire, tuer un tyran ne suffit pas, si l'on ne vise pas un but plus large de retour à la paix, et le chaos règne. Or, dans le chaos, le plus fort s'en sort toujours bien, et c'est le plus faible qui paie : il s'agit d'une constante dans le chaos et l'anarchie, qui sont le contraire de la justice et de la paix.

**Je ne compte pas m'étendre davantage sur le rapport de force, mais on pourrait poursuivre la réflexion sur la dissuasion, nucléaire ou conventionnelle.** La dissuasion nucléaire, en particulier, a vocation pour la France à empêcher la guerre en toute indépendance, car elle convainc l'agresseur potentiel de l'impossibilité d'obtenir un gain sans risque majeur ni de chance raisonnable de succès, au regard du coût à payer. L'emploi ultime d'une telle force atomique, incroyable et effrayante, instaure ce rapport à la force si particulier – ce qu'ont bien compris tous les pays du monde aujourd'hui, observant le conflit ukrainien ou souhaitant développer leur propre « assurance-vie », qu'ils soient officiellement dotés ou pas, ou cherchent à l'être, comme au Moyen-Orient.

### **3° / Troisième idée que je souhaite partager avec vous : la légitimité de la cause est plus importante encore que la légalité, dans l'emploi de la force armée.**

Cela a une implication directe sur le positionnement et le devoir de l'autorité politique qui décide de cet emploi de la force.

En ce qui nous concerne, l'autorité politique doit être une **autorité légitime**. Ce n'est pas un sujet de discussion en France, mais cela doit faire réfléchir tous ceux qui prônent une « armée européenne ». Cela peut être un sujet de débat dans la nation, en particulier dans les rôles respectifs des pouvoirs exécutifs et législatifs, avec l'évolution récente de l'article 35 de la Constitution (obligation d'informer l'assemblée nationale, puis décision soumise à l'approbation de la représentation nationale). Cette évolution récente est heureuse, elle pourrait être poursuivie à mon sens par un renouvellement régulier des engagements pris, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

**Après la décision politique, le quotidien du chef militaire est de décider du juste emploi de la force. La proportionnalité est un critère important.** Cette

proportionnalité n'empêche pas d'être ferme ou même offensif, mais avoir un emploi proportionné de la force implique par exemple de bien estimer de l'intérêt des dégâts et pertes envisagées contre l'ennemi et, sur le terrain, des dommages et pertes collatérales possibles, que ce soit dans notre propre pays, celui d'un allié – que l'on vient appuyer ou libérer, par exemple – ou même celui d'un ennemi.

L'exemple classique de la cause légitime, plus que légale, c'est bien sûr, exemple emblématique bien connu en France : les combats menés par la France libre depuis Londres ou l'Afrique, dans l'illégalité complète quand on était soldat de la France libre ; or il était bien légitime de conduire le combat pour libérer notre pays.

Cet emploi proportionné de la force n'est qu'un des aspects de ce qu'on appelle la guerre *in bello*, le droit dans la guerre.

**Comment exerce t'on la guerre dans l'armée française aujourd'hui ?** La question se pose à chaque conflit, comme aujourd'hui dans la guerre entre Ukrainiens et Russes ou dans la façon dont Israël agit dans la bande de Gaza. Les soldats français sont, me semble-t-il assez exemplaires en ce qui concerne la réflexion et les actions conduites par une armée souvent déployée par le politique pour intervenir dans une crise, pour s'interposer, imposer la force, réagir en alliance avec tel ou tel pays. **J'affirme que l'Armée française est de façon générale très respectable, sinon exemplaire dans l'emploi de la force, dans tous les milieux.**

Je profite de cet auditoire pour rappeler qu'un **emploi mesuré de la force constitue une des conditions pour que la paix puisse ensuite être établie** : ne pas être dans cette configuration peut interdire la paix, ou la rendre très précaire. Je vais prendre un exemple concret : en revenant du Sahel, je reçois l'ordre de partir du Mali. Ce n'était pas forcément prévu et ce n'était pas forcément facile à faire militairement, techniquement, logistiquement : on est au bout du monde, Wagner est déjà arrivé dans la capitale et commence à se déployer... Nous prouvons leur présence à nos autorités politiques, malgré les affirmations des uns et des autres : oui, Wagner, est bien là, oui, ce sont bien des Russes. Et oui, il y a bien une intention cachée, niée par le pouvoir de la junte à Bamako... Aussi, à Paris le 16 février 2022, décision politique est prise entre Européens de se retirer du Mali rapidement et je reçois l'ordre d'exécuter ce repli en six mois. J'adopte alors une tactique militaire qui me paraît de bon sens : continuer à empêcher les groupes terroristes de frapper autant qu'il nous est possible et jusqu'au bout dans cette phase de retrait, pour aider les populations qu'on a soutenues pendant dix ans, tout

en continuant à travailler en bon frère d'armes avec l'armée malienne - quelles que soient les frictions politiques alors importantes entre Paris et Bamako - car nous demeurons des frères d'armes qui avons combattu ensemble les terroristes. Nous sommes donc partis en bons frères d'armes, en les aidant à prendre nos postes de combat, à agir par eux-mêmes contre les groupes terroristes. Ceci ouvrira sur l'avenir car l'irréparable a été évité. Ce comportement, ferme mais mesuré, a été très scruté, par tous les pays africains. Tout le monde avait alors Kaboul en tête, qui avait précédé au cours de l'été 2021 : les Français ne sont pas partis du Mali comme les Américains sont partis de Kaboul.

**Nous avons ainsi conservé une forme de crédibilité vis-à-vis de nos adversaires potentiels, comme vis-à-vis de nos alliés européens** que nous avons entraînés à venir avec nous à combattre les groupes terroristes au sein d'une *task force* dénommée TAKUBA. Je commandais en effet à ce moment un détachement de Barkhane au Mali qui était devenu quasiment complètement européen. Il était donc primordial au regard des enjeux de 2022 de démontrer cette crédibilité militaire, à savoir, effectuer ce repli en bon ordre et en sécurité, tout en frappant les terroristes jusqu'au bout. Se jouait de plus la crédibilité du leadership des armées françaises en Europe, enjeu plus stratégique qui n'était pas le mien au Sahel, mais auquel je contribuais par notre action au Sahel.

**En conclusion, je souhaite souligner que les citoyens français peuvent être fiers de la façon dont les armées françaises combattent.**

M. Le Drian a longtemps siégé au Conseil de défense qui régulièrement, pendant dix ans, s'est posé cette question : doit-on s'engager, oui ou non ? Dans quelles conditions ? Pour quel but ? L'emploi de la force telle qu'il est exercé par les armées françaises est, je pense, un exemple.

Je terminerai par un dernier exemple pour l'illustrer : le CICR a choisi il y a plus de 20 ans une ligne stratégique en se rapprochant des armées françaises parmi les armées européennes, parce que nous sommes une armée d'emploi crédible, ayant une certaine expérience d'engagements variés et parfois durs, depuis des décennies, sur tous les sujets sensibles que sont les prisonniers, les dommages collatéraux, le ciblage, l'intelligence artificielle, l'action des armées françaises est fondée à la fois sur une exigence claire et une pratique effective très professionnelle. L'armée française a donc la chance d'avoir la confiance du CICR, en général : non pas une confiance aveugle, mais une confiance bâtie sur la réalité des engagements, une confiance qui nous aiguillonne pour continuer à agir ainsi. Je suis persuadé que cette façon de combattre permet l'élaboration de la paix qui doit suivre, après l'engagement du militaire. Si la guerre n'est pas conduite ainsi, la paix

qui suit ne peut pas être juste et durable. On instille alors de la haine. Et on provoque alors la suite, une suite sans fin, sans justice. Or, **pas de paix possible, sans justice**, comme chacun le sait.

### **3°/ Quel est le regard de Sant Egidio sur le basculement du monde, lui qui est présent dans 70 Pays ?**

**Mario Giro est un médiateur pour la paix, pour la Communauté Sant Egidio, dont il est le responsable des relations internationales, depuis plus de 20 ans où il mène des missions délicates pour la prévention et la résolution des conflits. Il a agi dans plusieurs régions du monde pour essayer de construire des solutions menant à la paix. Après avoir dénoncé deux faiblesses de nos démocraties occidentales, le populisme mais aussi notre difficulté à comprendre ceux qui n'ont pas la même culture que nous, Mario Giro a cité deux étapes que nous devrions franchir : apprendre à dialoguer en permanence, mais aussi nous appliquer à nous-mêmes les résolutions des Nations Unies. Par ailleurs il a appelé l'Europe à avoir une politique plus cohérente, pour éviter des désastres comme celui de la Lybie, et réussir à bâtir des compromis pour ne pas nous engager dans l'engrenage de la guerre qu'il est si difficile d'arrêter sans dégâts. Pour cela il faut essayer de ne pas croire en l'inévitabilité du mal en sortant de la culture de l'ennemi. Il conclue que la guerre est inutile pour résoudre les problèmes... donc à éviter !**

#### **Par MARIO GIRO**

Pour répondre à cette question, de mon regard sur le basculement du monde d'aujourd'hui, je vais commencer par commenter certains points que le ministre a évoqués.

**Le premier point, concerne la démocratie, les démocraties occidentales.** Et là nous avons deux problèmes :

- **Ce sont les critiques entre nous, pays européens, qui affaiblissent le plus nos démocraties occidentales.** Ce n'est pas Poutine avec son discours de 2007

à Munich à la conférence de sécurité, quand il a dit « le libéralisme, c'est terminé », qui est dangereux, c'est nous-mêmes. Les autres profitent de notre faiblesse intérieure : par exemple, lorsque nous cherchons à proposer une politique personnaliste, et que nous acceptons le populisme, lorsque nous nous déclarons insatisfaits du désordre que la démocratie provoque, alors que nous savons bien que la démocratie c'est toujours un peu de désordre. L'Europe devra résoudre cette question, alors que nous voyons la montée de ces populismes, de ces souverainismes.

Vous avez parlé de patrie, or être patriote, c'est aimer son propre pays c'est vrai, mais être nationaliste, ce peut être ne pas aimer autrui. Et ça, c'est notre problème, et je pense qu'aujourd'hui, la maladie du populisme et du souverainisme que nous voyons s'affirmer de différentes manières, que ce soit à la manière italienne ou française, c'est notre premier problème.

- **Un autre problème aussi : c'est que peut-être nous avons été trop optimistes après 1989**, quand le mur est tombé, nous avons vu le monde seulement à partir de ce qui s'est passé à Berlin. C'était un grand événement. Mais **nous n'avons pas compris le choc que cela a provoqué de l'autre côté du mur**. Svetlana Alexievitch, la grande écrivaine biélorusse, qui a vécu toute sa vie dans l'Union soviétique, parle d'un véritable choc. C'est comme si le Pape déclarait un jour en place Saint Pierre « Dieu n'existe pas ». Les hommes ont vu leur monde disparaître. Svetlana refuse les nombreux témoignages qui disent qu'on a vu apparaître des pauvres soudainement. Et ceci pouvait laisser croire aux populations de l'Allemagne de l'Est que l'économie socialiste réelle était très bonne, or elle ne l'était pas. Elle était fautive en beaucoup de domaines. La mentalité des populations a été touchée en profondeur, elle a été cassée, et rien ne s'est substitué à elle. Il y a eu un grand vide. Or le vide se remplit toujours de manière mauvaise. Ce n'est pas pour cela qu'il nous faut retourner en arrière. Je ne suis pas nostalgique de l'Union soviétique, pas du tout. Mais nous devons savoir que nous n'avons pas compris le vide qui se crée de l'autre côté. Encore aujourd'hui, nous voyons ce qui se passe envers les pays et les espaces culturels différents des nôtres. Est-ce que ce constat nous amènerait à être plus sensibles et plus réfléchissants ? Or nous nous découvrons parfois trop arrogants, et nous le sommes, certes pas de manière exagérée, mais nous le sommes presque naturellement. C'est le privilège blanc dont parlent les gauchistes américains.

**Le deuxième point concerne notre capacité à améliorer ce vivre démocratiquement**



- **On constate qu'aujourd'hui il est difficile de parler**, de faire un discours tranquille, disons, même si passionné mais sans polémique sur ce qui se passe, par exemple à Gaza, ou même dans une Université où il est devenu presque impossible de parler de certains sujets. Nous avons aussi le problème avant tout de la culture woke, la culture des minorités américaines qui pointent du doigt le privilège blanc en disant « on est tous des hommes blancs. » **Nous devons reconstituer un dialogue démocratique. La démocratie, c'est un dialogue continu, perpétuel. C'est aussi du désordre.** Les manifs dans les rues, c'est la démocratie : l'opposé, vous le voyez en Russie aujourd'hui. La grandeur de la démocratie, c'est de savoir se réformer tout le temps. L'Église, elle, est démocrate : elle sait se réformer, s'autocritiquer.
- Par ailleurs notre attitude par rapport aux **BRICS montre que nous ne respectons pas toujours nos principes démocratiques**, et en particulier par rapport à ces pays qui veulent un nouvel ordre mondial, mais qui ne savent pas quel nouvel ordre mondial ils cherchent, même si Xi Jinping en parle tout le temps, ils ne sont pas d'accord en réalité : ce qui les réunit c'est la culture de l'ennemi. Et l'Occident, qui a imposé ses règles sans toujours les respecter (ce qui est gravissime) fait qu'on nous reproche le double standard, le « deux poids – deux mesures ». Prenons le cas de Gaza, la crise n'est pas commencée le 7 octobre, elle avait commencé bien avant. Les Palestiniens nous disent « Mais qu'est-ce que vous avez fait pour nous faire respecter ? Qu'avez-vous fait à l'Allemagne pour que soient respectées les décisions prises à l'ONU, quand l'ONU fonctionnait bien » ? Oui naturellement, il faudrait leur dire « Oui, d'accord, c'est vrai : il y a eu beaucoup de résolutions des Nations Unies qui n'ont pas été acceptées. Mais les pays arabes qui vous soutiennent n'ont pas accepté la première des résolutions, l'existence d'Israël. » En effet, Israël n'est pas née comme un État colonial comme on voudrait le faire croire aujourd'hui. Israël est né par une décision collective internationale votée aux Nations Unies. Là aussi, le débat est ouvert. Nous sommes horrifiés du pogrom du 7 octobre qui incarne la volonté de destruction totale du fleuve à la mer du peuple juif israélien. Mais on est aussi horrifié de ce qui se passe à Gaza, cette vengeance collective que les principes démocratiques ne peuvent pas admettre.

A ceux qui nous critiquent pour notre manière de résoudre les questions, avec deux poids, deux mesures, il faut savoir répondre **qu'une démocratie ne s'identifie pas seulement par sa politique étrangère, mais avant tout par la manière dont elle traite ses propres citoyens.** C'est la première chose à dire. C'est très important.

### Le troisième point, c'est l'Europe.

Là, je dois vous donner un témoignage : j'étais au gouvernement de mon pays pendant cinq ans aux Affaires étrangères, Ministre délégué pour la Coopération et pour l'Afrique. Eh bien, je peux vous dire que la France et l'Allemagne ont de graves responsabilités vis-à-vis de la Libye. On s'est battu comme des chiffonniers, ce qui a permis aux Russes et aux Turcs de rentrer. Ceci montre que là nous avons un problème européen : notre Europe a sûrement un avenir, mais nous devons changer nos petites histoires. Je me suis battu pendant cinq ans d'un côté, de l'autre, c'était impossible. Il y avait tant de méfiance vis-à-vis des gouvernements de centre gauche... Je ne vous parle pas de gouvernements de droite maintenant que nous en avons un. Et cela devient vraiment compliqué : comment arrête-t-on la guerre, ce qui est la première urgence ?

**La guerre, mes amis, c'est un engrenage terrible.** Là, je le dis aussi comme chrétien, la guerre semble un instrument, un outil comme les autres, mais en réalité, après que tu l'as déclenchée c'est très difficile de l'arrêter, elle prend son autonomie. En ce sens, elle est diabolique. C'est comme une boule de neige, elle doit aller jusqu'au bout et il faut un effort immense pour l'arrêter. Et là, nous sommes dans une situation terrible, comme par exemple la guerre entre l'Ukraine et la Russie où chacun vise la victoire. Et avec ça, on n'arrive nulle part. **La politique donne beaucoup plus de solutions que la guerre.** La guerre, c'est ou la victoire ou la défaite. La politique permet beaucoup d'autres solutions. Depuis l'agression de M. Poutine qui a décidé que l'Occident était faible, il s'y est mal pris, là il a perdu la guerre car il voulait occuper en une semaine l'Ukraine.... Mais il a eu l'habileté de changer la story, le narratif : mais, en réalité, il a perdu la guerre car il voulait occuper en une semaine l'Ukraine. Poutine maintenant dit qu'il est en train de subir une agression : le pauvre ! et de se défendre ! Il doit convaincre son opinion publique. Nous, au contraire, nous nous sommes calés sur « ou la victoire ou rien ». Et donc c'est très difficile de convaincre maintenant nos opinions publiques qu'il faut faire un compromis. C'est compliqué.

### **Alors comment arrêter cet engrenage qui peut provoquer une grande guerre ?**

« Des somnambules », c'est le beau titre d'un livre d'un historien britannique qui explique comment les faits pris l'un à côté de l'autre, ne sont pas particulièrement dangereux, mais si on les met face à face, cela peut devenir cette Grande Guerre à laquelle visent certains. Et là on voit un scénario que le ministre a déjà esquissé.

**Je ne vais pas me taire : il faut sortir de la culture de l'ennemi,** il faut sortir de la victimisation. Tous les leaders autocratiques, les leaders, les dictateurs utilisent leur victimisation pour justifier leurs actes sur tous leurs actes de guerre. Ils se disent toujours attaqués. C'est ainsi qu'ils appellent au nom de l'histoire à défendre leur pays, c'est le patriotisme ! On connaît.

**Mais nous avons les moyens de faire un autre narratif.** Parce que les gens, même les Russes, n'étaient pas tous convaincus, après la conférence de presse de Poutine qu'il a dit et redit jusqu'à l'arrivée du covid. C'est alors que sont apparues au grand jour toutes ces questions sur la paix venant de patriotes russes qui croient en leur pays. « Right to run my countries » : ce n'est pas les Russes qui l'ont inventé mais ces messieurs les Britanniques. Juste ou faux ? C'est mon pays aussi, donc j'adhère.

Mais qui se demande : « quand est-ce que cette guerre se terminera ? » Poutine n'a pas répondu à ces questions, mais on ne pouvait pas le lui demander et aucun journaliste en aurait eu le courage. Mais les gens, oui, ils savent que tout est beaucoup plus compliqué. Et on découvrira après la guerre combien de « justes de nations » il y aura eu, en Ukraine mais aussi en Russie : ces Russes qui ont sauvé des Ukrainiens, et ces Ukrainiens qui recevaient des Russes en les cachant.

Après ce constat, il ne faut pas penser que la guerre est inévitable. La guerre n'est jamais inévitable, au grand jamais. Il nous est possible, nous qui avons l'amour pour la paix, nous qui sommes les héritiers de ceux qui ont vaincu en 1945 et qui se sont posé la question de savoir « pour qui ? pour quoi ? » comment ne pas choisir le chemin du cimetière qu'ils ont été obligés de parcourir ?

Si vous voulez un grand message celui de Martin Buber qui a été cité, qui vient de la fournaise de la deuxième guerre mondiale, dépositaire de la conscience d'abord européenne sur laquelle nous avons bâti toute la culture constitutionnelle européenne actuelle, **il faut continuer à croire**, et c'est un grand message, **qu'il faut continuer de croire qu'on peut apporter une nouvelle culture, tout en acceptant les différences.** C'est vrai ce que disait le ministre, d'autres démocraties, comme le Brésil ou l'Inde, qu'il ne faut pas courtiser les autres comme si c'était maintenant eux qui vont résoudre tout le problème, parce que, eux aussi, ont leurs problèmes. C'est un véritable défi. Car je pense qu'il faut aller au-delà de la fournaise de la Deuxième Guerre mondiale. Parfois on ne comprend pas le monde comme actuellement, mais même si on ne le comprend pas, on peut l'embrasser, c'est à dire accepter de ne pas croire à l'inévitabilité du mal, mais, je peux le dire ici, de croire à la construction du Bien. Et même la politique nous aide en ça.

**Dernière chose : Le discours sur la paix de Sant'Egidio est une approche chrétienne et romaine.** Dans quel sens ? Dans le sens de la papauté. Le Pape Benoît XV s'est dressé contre la Première guerre mondiale avec la fameuse note de 1917 sur « le massacre inutile ». On le nommait « Pilate » et « le Pape boche ». C'est la même chose en Allemagne. Mais pourquoi il a dit ça ? Parce que, pour le pape, c'était une guerre civile insupportable pour l'Église universelle. Tous les papes après lui sont allés dans le même sens en allant de plus en plus loin ! Et aujourd'hui, le pape François est arrivé à dire que

même la guerre de défense est illégale, illégitime pour un chrétien. Est-ce que tous les catholiques en sont convaincus ? Pas du tout. Nous aussi, nous avons beaucoup de doutes. Mais c'est pour vous dire que la théologie de la papauté romaine est très avancée en ce domaine, parce qu'elle voit dans la guerre une situation impossible pour l'Église. La guerre est toujours fratricide et il faut tout faire à tout prix, et cela peut scandaliser les politiques, il faut tout faire pour l'arrêter ou ne pas la faire. La question du drapeau blanc, c'est ça ? Et c'est scandaleux à nos oreilles. Mais en réalité, c'est un véritable pragmatisme. Parce que les idéalistes sont ceux qui pensent que la guerre résout les problèmes, et que la guerre a résolu les problèmes depuis 30 ans. Mais, même un expert non expert de géopolitique le sait : aucune guerre ne résout aucun problème ! Voilà mon avis !

**Alors avant de dire que la guerre est juridiquement mauvaise ou éthiquement mauvaise, ou moralement mauvaise, moi je me contenterais de dire que la guerre est inutile pour résoudre les problèmes.** Et ça, c'est beaucoup plus pragmatique. Merci.

#### **4°/ La paix est-elle possible sans justice ?**

**Par Mgr d'ORNELLAS, archevêque de Rennes,**

**Après avoir reconnu le basculement du monde dans les nombreux pays qu'il a parcouru, et montré la présence de l'Église dans le monde entier ainsi que sa participation dans 47 instances politiques internationales à l'intérieur desquelles elle intervient sans jamais prendre parti, Mgr d'Ornellas a montré que la parole diplomatique de l'Église, certes, appelle à la paix, et à la justice mais surtout aux « œuvres de justice et de paix », en respectant toujours la dignité de toute personne.**

Je vais essayer de répondre à cette question en cinq minutes comme vous me le demandez. Il est sûr que l'Église, le Saint-Siège plus exactement, a une activité diplomatique considérable. Le Saint-Siège est présent dans 47 instances internationales. La dernière instance internationale où il est devenu présent est l'OMS. Il y est comme « observateur permanent ». Cela signifie que le Saint-Siège peut participer, comme n'importe quel État,

à toutes les discussions, mais il ne prend pas part aux votes. Le Saint-Siège ne prend donc jamais parti pour l'un ou pour l'autre. Cela lui donne une très grande liberté.

Bien sûr, comme l'a dit un personnage célèbre, le Saint-Siège n'a aucune « division » ! La seule division qu'il a à sa disposition est plus forte que toutes les « divisions », c'est la force de la Parole. Le Saint-Siège n'a que sa parole qui vient de la Parole de Dieu. Cette Parole, envoyée au monde, suscite une activité diplomatique considérable, aussi bien sur le terrain que dans les instances internationales. Cette activité suscitée ou inspirée par la Parole sur le terrain se manifeste de façon simple : l'Évêque et le Nonce, qui est le représentant du Saint-Siège, sont les deux derniers à quitter le terrain en cas de périls, alors que parfois la plupart des diplomates ont quitté leurs représentations diplomatiques. Les seuls qui restent sur le terrain, ce sont le représentant du Saint-Siège et l'Évêque du lieu. Souvenons-nous qu'à Alep l'Évêque latin est resté jusqu'au bout et qu'au Burundi, le Nonce a été assassiné sur place. Pourquoi restons-nous sur place ? C'est que la Parole est toujours féconde et il est nécessaire – voire vital – de pouvoir s'en faire l'écho.

Je suis témoin de façon indirecte de ce qui se passe à l'ONU. La petite délégation du Saint-Siège est toujours sur le qui-vive pour énoncer une parole dans les instances qui se rassemblent de façon multipartite ou bilatérale, là où le Saint-Siège peut s'inviter, toujours pour apporter une parole inspirée de la Parole.

Cette parole diplomatique du Saint-Siège a un principe simple qui a été énoncé au concile Vatican II, en décembre 1965 : Il faut proscrire de façon absolue la guerre<sup>1</sup>. Telle est la proscription absolue ! Cet adjectif « absolu » a été décidé par les évêques qui provenaient de différents continents et qui étaient réunis à Rome. La guerre n'est jamais une solution ! Un mot a été prononcé au moment de l'invasion de l'Irak. Il donne à penser. Le pape Jean-Paul II n'a jamais dit que c'était dommage pour l'Irak ou que c'était bien pour les États-Unis, il a simplement prononcé ce mot : « C'est une défaite de la paix. » Pourtant, l'Église espère sans cesse que la paix va gagner d'une manière ou d'une autre.

Ceci étant dit, je ne suis pas étonné du « basculement » que vous avez évoqué, Monsieur le Ministre. Mes voyages me conduisaient surtout en Europe mais aussi en Occident, aux États-Unis ou au Canada. Voici que j'ai entrepris de me rendre en Afrique et dernièrement en Asie. Là, je rencontre mes frères évêques. Quand je les écoute, je découvre de plus en plus leurs instances ecclésiales qui n'ont plus besoin de l'aide de l'instance ecclésiale occidentale. Je perçois une maturité qui les engage dans les difficultés de leur pays avançant eux-aussi de façon autonome.

---

<sup>1</sup> Cf. Vatican II, constitution *Gaudium et spes*, 7 décembre 1965, n. 82 : « Vers l'absolue proscription de la guerre. »

Avec les instances ecclésiales en Afrique ou en Asie, au Vietnam par exemple, nous parlons d'égal à égal, nous coopérons d'égal à égal. Nous montons des partenariats où chacun apporte quelque chose à l'autre. Il ne s'agit donc plus de penser que c'est l'épiscopat ou l'Église occidentale qui apporterait les solutions mais, mais ce sont bien les Églises locales avec le Nonce.

Ce « basculement » est le signe que quelque chose de nouveau s'organise dans le monde, comme si un certain nivellement s'établissait petit à petit dans le monde pour qu'advienne un certain concert des nations sur toute la planète, ou du moins comme le signe d'une aspiration à ce concert où chaque nation jouera sa partition en partenariat avec d'autres sans que l'une d'entre elles soit hégémonique. Certes, on n'y est pas encore. L'émergence de régimes autoritaires et de leurs alliances traduit peut-être ce mouvement vers un concert universel des Nations dans le monde, même s'il y a encore beaucoup à faire pour considérer les pays émergents comme des partenaires. Mais c'est peut-être autour de ces pays émergents et avec eux que se reconfigure le monde, qui autrefois s'était organisé à partir et autour de l'Occident.

Aujourd'hui, on voit bien en effet que ce n'est plus autour de l'Occident que se reconfigure le monde. Nous le voyons du point de vue de l'Église catholique qui est devenue universelle au sens où elle est présente avec une hiérarchie propre et un développement parfois spectaculaire dans nombre de pays qui ne sont pas occidentaux. Oui, il y a un basculement et il est inévitable.

Il est légitime de se poser la question de savoir pourquoi ce basculement se fait-il au moment où émergent des autoritarismes ? D'où viennent-ils ? D'où viennent ces idées d'impérialisme qui habitent un certain Vladimir Poutine ? On pourrait parler de Lénine, de Staline et de toute l'histoire qui en a découlé. D'où vient l'idée centrale qui a animé Mao Tsé Toung et qui anime encore les dirigeants de la Chine ? D'où vient qu'il y a de l'idéologie, des idées qui soient mortifères ? D'où vient que des idées construisent le conflit ?

Ceci étant posé, je peux répondre à votre question : une des conditions fondamentales de la paix, ce n'est pas simplement la justice, mais « œuvre de justice<sup>2</sup> », c'est-à-dire la poursuite indéfinie de la justice. Pour la mise en œuvre d'une justice toujours plus juste, je voudrais nommer seulement deux exigences qui indiquent sans doute une réponse aux interrogations que j'ai soulevées :

---

<sup>2</sup> *Ibid.*, n. 78, §1.

**1°/ Le respect absolu de la dignité humaine.** Sans ce respect, la guerre n'est pas loin. Pourtant, il faut bien le reconnaître, il existe parfois des contreparties à des aides, souvent financières. Ces contreparties ne construisent pas ce respect de la dignité humaine. La solidarité apparente se fait sur le dos des personnes ! Ces contreparties sont dictées par des idéologies qui sont contraires à la beauté de la personne humaine, de toute personne humaine, depuis sa conception jusqu'à sa mort naturelle. Ici se joue quelque chose de très fondamental pour la paix. Il n'y aura jamais de paix s'il n'y a pas un respect inconditionnel de la dignité humaine. Parfois des intérêts autres, divers et variés, font que ce respect inconditionnel de la dignité humaine passe au second plan.

**2°/ Le respect des créations de l'esprit de l'être humain.** Celui-ci, du fait même qu'il est humain, porte en lui du « génie », selon la pensée de la philosophe Simone Weil que l'un de nous a évoquée. On a aussi parlé de Martin Buber qui fut le premier Ministre de l'Éducation de l'État d'Israël. Quand on lit leurs œuvres, il est frappant de constater à quel point ils ont de la considération pour l'être humain. Son « génie » par lequel il crée des œuvres issues de son esprit, est une des conditions de la paix. Il s'agit non seulement de respecter ces créations de l'esprit et la liberté créatrice de l'être humain – cela peut s'appeler culture, bien que ce soit un autre domaine de réflexion –, mais il s'agit aussi de se communiquer les uns aux autres les richesses de l'esprit humain<sup>3</sup>. Sans ce partage, ces innovations de l'esprit humain ou ces œuvres culturelles sont capturées, travesties et servent à conquérir le territoire de l'autre ou à s'imposer à l'autre. Voilà un des points sur lequel l'Église catholique attire l'attention : **le partage des œuvres de l'esprit, des œuvres spirituelles**. Ce mot ne veut pas dire la religion qui est l'œuvre de l'esprit humain auquel se joint l'Esprit Saint, ce que discernent les croyants qui croient en l'Esprit Saint. Les œuvres de l'Esprit sont faites pour être partagées en étant respectées et non pas pour être arasées, ou annihilées. Alors, elles tracent des chemins de paix en suscitant des enrichissements entre les humains sur le sens de l'existence et de la vie, et en les amenant à se considérer comme des frères.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, n. 78, §2.

### III - TABLE RONDE SUR LES RAISONS D'ESPÉRER

Un dialogue, animé par Patrice Moyon, journaliste à Ouest-France, entre les personnes présentes et les différents intervenants s'est alors engagé, à la fois pour compléter certains points déjà traités, mais aussi sur d'autres points intéressants comme l'éducation, et la place des spiritualités.

**1°/ L'armée française est-elle prête à relever les défis actuels ?  
N'avons-nous pas été aveugles face aux transformations  
qui se passaient notamment à l'est de l'Europe ?**

#### **Intervention du Général MICHON,**

- Nous n'avons pas été aveugles face à ces évolutions. **En 2008, le Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale**, disait globalement : « Certes, nous sommes en temps de paix, 20 ans après la chute du mur, mais un certain nombre d'indices de puissances militaires commencent à jaillir dans le monde autour de nous, assez loin. Donc nous allons acheter des jumelles, monter en gamme les services de renseignement, le cyber, etc. et dissoudre des unités militaires comme les bases aériennes, les bateaux ou des régiments ». Plus de renseignement pour anticiper et moins de muscles, pour continuer au passage à toucher les dividendes de la paix. Nous avons alors créé le concept de sécurité nationale.
- Puis **en 2013, nouveau livre blanc**. Les guerres se rapprochent. On parle des risques de la faiblesse et de la force. Nous avons alors cessé de dissoudre les unités et de fermer des bases, tout en continuant d'augmenter les capacités en cyber, renseignement, spatiales.
- **Cela fait donc quasiment deux décennies que les militaires soulignent que la guerre est loin d'avoir disparu**, et qu'elle se rapproche. Or, nous avons des alliés et des accords de défense, la France doit assumer un certain nombre de responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Aussi, en



sus de nos propres intérêts nationaux, nous devons tenir des engagements divers et variés, en particulier ceux liés à notre retour plein et entier dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Tout ceci a des implications militaires très concrètes d'obligations, d'alertes et de dispositions – dont nous n'avons pas toujours les moyens.

Aussi, pour répondre à votre question, je ne pense pas que nous ayons été aveugles, mais plutôt que **la nation, après avoir baissé la garde, a bien voulu consentir un effort budgétaire considérable** très récemment, ce qui est à la fois heureux et indispensable au regard de l'évolution du monde.

Soyez à ce propos certain que le commandement militaire mesure bien l'effort considérable de la Nation, combien cela nous oblige et l'impératif pour nous de bien utiliser cet argent pour être capable de dissuader une guerre.

### **Intervention de JEAN YVES LE DRIAN, fort de sa double expérience de Ministre de la défense et des Affaires Étrangères**

L'Europe a su rester solidaire dans le cadre de ce conflit en Ukraine. Mais on voit quand même qu'il y a des lignes de fracture.

- On a évidemment beaucoup parlé de la Hongrie,
- mais il y a aussi des regards peut être un peu différents sur ces questions-là, entre l'Allemagne et la France.

Comment est-ce que l'Europe peut maintenir sa cohésion et donc contribuer à la paix aujourd'hui en Ukraine ?

Je crois que l'Europe est face à son destin. Ses frontières, c'est l'Ukraine. Et donc, si l'Europe ne fait pas en sorte de soutenir l'Ukraine pour qu'elle garde son intégrité, c'est l'Europe qui perdra, qui sortira de l'histoire.

Nous sommes à un moment où le sujet c'est : « **Est-ce que l'Europe restera dans l'histoire ou pas ?** » Si elle se disloque, alors elle va s'émietter. Et alors les empires dont je parlais tout à l'heure, de manière figurée, s'allieront avec tel ou tel pays européen dans leur mouvance, et notre Europe n'aura été un grand rêve inachevé. Donc, je pense que cette prise de conscience, elle a lieu. Je suis, moi, très frappé des avancées considérables qui ont été faites, ne serait-ce que

- dans le domaine de la sécurité depuis dix ans, sans doute par la force des choses, sans doute par la nécessité.
- Mais il y a des rendez-vous et des orientations considérables ont été prises. Et on le voit, dans la gestion de la crise ukrainienne. Il peut y avoir des divergences par exemple sur la relation avec l'Allemagne d'abord

Mais il ne faut pas oublier qu'en matière de sécurité et de défense,

1°/ il y a aussi **la Pologne** qui devient un interlocuteur extrêmement sérieux et particulièrement vigilant parce qu'il y a des frontières qu'il faut préserver

2°/ De plus **l'Allemagne** est amenée, comme l'a reconnu le chancelier Scholz, à changer de méthode : changer d'univers s'imposait. Il n'a pas dit basculement, mais c'est à peu près la même chose pour l'Allemagne qui depuis la fin de la dernière guerre, mais singulièrement au cours des 40 dernières années, vivait sur un triptyque qui lui était assez favorable et qui était

Je m'alimente en énergie à bon marché avec mes accords avec la Russie.

- J'ai une industrie que j'exporte le plus possible et singulièrement vers la Chine
- et je me protège au niveau de ma sécurité sous le parapluie américain

Et brutalement, les trois éléments qui constituaient la logique stratégique de l'Allemagne tombent brutalement. Il faut donc qu'elle se remette de ces trois difficultés en même temps.

Et je trouve que cet effort-là est important et **il nous faut absolument faire en sorte que le couple franco-allemand tienne le coup** dans cette affaire. Je crois que cela va être le cas, même s'il y a eu à un moment donné, un peu d'urticaire, ce qui est normal. Je crois, dans une évolution des relations, qui permette de sortir par le haut de cette situation.

- Je pense que, sur les questions de sécurité et de défense en particulier, l'Allemagne a déjà beaucoup bougé,
  - par rapport à la mise en œuvre d'un budget de défense
    - et par rapport à la coopération que l'on peut faire avec eux sur nombre de projets de capacitaire
- Je pense en particulier au char sur lequel il vient d'y avoir un accord et c'est tout à fait positif.

Donc je suis confiant sur la suite parce que la prise de conscience des Européens de leur destin collectif n'a jamais été aussi fort.

3°/ Il faut aussi regarder d'assez près la manière dont va évoluer **le Royaume-Uni**, parce que là aussi, il va y avoir un changement de donne. Et voir si, d'aventure, il ne va pas se mêler de la politique américaine, dans l'hypothèse d'école, qui n'est pas totalement absurde, que ce soit Donald Trump qui gagne. Il faudra, alors, bien regarder ce que feront les Britanniques et sans doute envoyer des messages et des signes suffisamment forts pour que, d'une manière ou d'une autre, ils soient

associés aussi à notre propre sécurité, même si le Président américain prend un autre chemin.

## **2°/ Concernant les capacités militaires françaises**

### **Intervention du Général Michon :**

Notre stratégie de défense et nos armées - pour aller au-delà du seul équipement - misent sur à la fois

- Des objets qui sont capables de répondre à ceux d'en face, et qui potentiellement sont les plus élaborés ou modernes. Donc c'est comme ça que se définit le niveau de ce que l'on souhaite : ce faisant, c'est un choix politique, sur le volume, sur les affaires de coût extrêmement bas de drones, mais de plein d'autres objets duaux, qu'on achète sur étagère, etc. C'est une réflexion permanente que l'on a. On appelle ça l'adaptation réactive, plus rapidement acquise sur étagère, etc.
- Mais on se heurte aussi à un autre sujet qui est stratégique dans le long terme pour préserver une industrie capable de rester en haut du spectre des possibles, non seulement pour demain mais aussi pour fêter le 30 mai 2042, 2052 et 2060. Et pour ça, effectivement, il y a un choix d'équiper en volume l'armée française, mais garder des choses qui pour nos enfants ou petits-enfants nous assurent une forme de pérennité, de niveau du bouclier si vous voulez. Est ce qu'on s'est trompé ? L'avenir le dira, mais c'est des débats permanents en interne. En tout cas, je ne sais pas si Monsieur le ministre de la Défense veut réagir en complément. Ce n'est que le militaire qui parle.

### **Intervention de Jean Yves Le Drian :**

**J'ai bien entendu la question et vos réponses que je partage**, mon Général.

- Y compris la manière dont vous avez tracé tout à l'heure les périodicités de nos engagements,
- y compris les lois de programmation 2008, celles de 2013 que j'ai bien connues.

Et vous avez fait référence à des éléments essentiels pour répondre à cette question-là aussi. **Ce que vous dites, je l'entends régulièrement aussi.**

- **On aurait une armée avec des armes en échantillons, d'une certaine manière des prototypes, et que ce n'était pas suffisant. Je n'ai pas ce sentiment-là.** Nous avons d'abord une industrie de défense de très grande qualité, que beaucoup nous envient et qui a su se moderniser et produire des équipements qui correspondent aux nouveaux risques, aux nouvelles menaces et sur l'adaptation de nos forces aux conflits actuels. Je pense qu'elle est en train de se faire en fonction des engagements financiers considérables qui sont mobilisés aujourd'hui. Le budget de la défense va doubler entre le début du quinquennat du Président Macron et la fin. Et je parle de chiffres que je connais, quand j'étais ministre de la Défense, alors qu'on avait inclus, vous l'avez rappelé, mon général, la partie avantages financiers de la paix, les dividendes de la paix : le budget de la défense était de 34 milliards et aujourd'hui, il est à 44 milliards. Donc la France a fait l'effort nécessaire pour contribuer à la nouvelle donne sécuritaire que l'on a en Europe.
- D'autres pays le font aussi et c'est nouveau. Puisqu'on parlait de l'Allemagne tout à l'heure. L'Allemagne, pendant très longtemps, a dépensé peu pour sa sécurité. Maintenant, ils commencent à se mobiliser singulièrement et il faut faire en sorte que ça puisse servir aussi dans les industries de défense européenne. C'est un autre sujet, un peu compliqué, et cependant tout à fait nécessaire dans la nouvelle donne à laquelle nous allons avoir à faire face. C'est une nouveauté pour l'Allemagne et il faut la prendre en considération. J'ajoute que la Pologne est en train de devenir un des pays où les enjeux de défense sont devenus essentiels et auxquels la nation polonaise contribue beaucoup.

Je me permets de fixer quelques ordres de grandeur. On construit des équipements, c'est vrai pour un bateau, c'est vrai pour un avion, c'est vrai pour un char, pour 40 ou 50 ans. Donc, évidemment, il est très moderne au moment où là, on fait des rénovations, peu importe. C'est aussi des formes d'investissement très longs, très coûteux pour la nation, ce qui explique qu'on peut se tromper.

Un ajout, juste de fil en aiguille, mais avant aussi sur les questions équipements de défense. Moi j'ai le sentiment, qu'à chaque conflit, il y a émergence d'innovations techniques, et d'outils militaires que l'on n'attendait pas obligatoirement, comme par exemple les drones. Et là, je vous suggère de réfléchir à cette situation très particulière qui fait que la marine russe est bloquée en mer Noire par une armée ukrainienne qui n'a pas de marine. On est quand même dans une configuration étonnante qui fait par exemple que la quasi-totalité de la marine russe qui est bloquée en mer Noire ne peut plus servir parce que les Ukrainiens ont utilisé des techniques spécifiques pour enrayer la capacité d'action de la marine russe qui est bloquée.

**Je vais revenir sur l'Ukraine par rapport à ce que disait Mario. Tu as envisagé deux scénarios, Il y en a quand même un troisième : il peut y avoir une percée ukrainienne.** Moi, je ne l'exclus pas. Pourquoi ? Parce que

- L'effort de solidarité capacitaire va commencer à se traduire très concrètement dans le renforcement de l'armée ukrainienne. Que les Américains mobilisent ou pas les 60 milliards qui sont encore en réserve dans le vote du Congrès, cela va se traduire dans de nombreux secteurs y compris en termes de formation, y compris dans les dispositifs d'aviation, y compris dans le renforcement du sol-air.
- On dit souvent que la Russie a une profondeur stratégique plus importante que l'Ukraine. Oui, en partie parce qu'il y a plus de monde. Mais la démographie est en difficulté, car, par ailleurs, il y a eu certes le fait d'avoir envoyé des hommes au front, mais il faut rajouter à ceux-là le nombre de gens qui sont partis : 500 000, peut-être 1 million de Russes ont quitté après le début de la crise, et cela affaiblit la Russie.
- De plus les sanctions finiront par donner des résultats et la Chine ne pourra pas compléter ou venir en substitution d'équipements nécessaires. Ils ne le feront pas. D'où l'axe que j'évoquais tout à l'heure avec l'Iran et la Corée du Nord. Donc la Russie va rencontrer des difficultés qui affaibliront sa profondeur stratégique.
- Mais peut être aussi du côté de l'Ukraine, parce que **la vraie profondeur stratégique de l'Ukraine, c'est l'Europe. Donc je n'exclus pas la troisième hypothèse...**

### **3°/ Philippe POIRIER que peut-on faire pour construire la paix ?**

**Monsieur Philippe Poirier, vous qui êtes professeur de sciences politiques à l'Université du Luxembourg, et directeur de programme de recherche sur la gouvernance européenne pour toutes les Institutions européennes, nous sommes, dans un contexte aujourd'hui, tout à fait inédit, avec la guerre en Ukraine, qui a vu comment l'Union européenne qu'on trouvait trop lente, trop passive avait été capable de réagir et d'être solidaire de l'Ukraine... Quelle est selon vous la responsabilité de l'Europe pour construire cette paix de demain, notamment sur ses frontières ?**

## PHILIPPE POIRIER

L'Union européenne et les organisations qui, comme l'OSCE, ont été créées pour la paix et la sécurité en Europe, et construites à partir d'une pratique des relations internationales qui semble disparaître sous nos yeux. L'Union européenne a été construite dans ce qu'on appelle le cadre fonctionnaliste des relations internationales et normatif idéaliste. C'est à dire par le droit, par l'indépendance, par le partage des valeurs, capable de construire un monde multipolaire, multilatéral, où chacun des acteurs est prêt à négocier quelque chose car chacun pense en ressortir un bien plus grand.

Ce monde-là, le monde de la fonction et le monde de la norme actuellement est en rétraction. Ce qui fait que les institutions européennes ont eu, ont et auront beaucoup de mal encore à s'adapter à la nouvelle réalité.

Et quelle est cette nouvelle réalité, cette nouvelle pratique des relations internationales ? Eh bien, malheureusement, ces deux pratiques sont à la fois la pratique réaliste et la pratique hégémonique, ce que M. Le Drian a appelé la nostalgie des empires. La pratique réaliste, c'est quoi ? C'est ne pas accepter le compromis, la concession, c'est vouloir absolument défendre son intérêt jusqu'au bout, jusqu'à l'absolu.

Or, l'Union européenne n'a pas été construite de cette manière-là, puisqu'elle est construite justement sur le principe de la concession, du consensus, pour trouver des solutions communes et de solidarité.

Il va, donc, falloir que l'Union européenne passe à un niveau supérieur. Elle a déjà, j'allais dire, des armes dans ses traités, même si nous avons confondu la fin de l'Union soviétique avec l'idée d'une paix perpétuelle, qui n'a jamais eu lieu, comme l'a rappelé le général, notamment dans les Balkans.

L'Union européenne s'est modifiée

- dès le traité de Maastricht : il y avait dans ce traité un pilier portant sur la politique de sécurité commune, à partir de laquelle, nous avons été conduit à la réforme du traité de Lisbonne.
- Et dans le traité de Lisbonne, nous sommes passés à un stade supérieur qui a donné à l'Union européenne des outils pour s'adapter à ces nouvelles pratiques des relations internationales.

Ces nouvelles pratiques, n'impliquent pas que l'Union européenne doive abandonner ses pratiques fonctionnalistes et normatives. Or c'est le risque que nous courons actuellement avec la guerre en Ukraine. Pourquoi ? Parce que justement, dans une pratique réaliste, il faudrait tout de suite abandonner la recherche de la paix à tout prix ? Dans cette situation, l'aspect pratique, réaliste, n'est-il pas devenu hégémonique d'une certaine manière ?

Or, aujourd'hui, ni **l'Union européenne, ni les organisations autres, comme le Conseil de l'Europe ou l'OSCE, ne doivent abandonner aucun des deux aspects de ses fonctions** : ni l'aspect pratique, normatif ni l'aspect fonctionnaliste. Si nous les abandonnons, nous risquons d'être, ce que nous ne sommes pas, une puissance affaiblie. Donc la puissance ne peut pas simplement reposer sur la puissance militaire de la sécurité de défense. C'est clair. **L'Europe est une puissance d'attractivité par la norme et par la fonction.**

Je vais prendre l'exemple de l'Ukraine, justement, dans les relations internationales : au-delà de ces quatre pratiques, il y a trois principes le non négociable, le négociable acceptable et l'acceptable.

- Le non négociable : ce sont les principes normatifs. **Nous ne devons pas renoncer aux principes de la démocratie**, à la valorisation de certaines règles dans le droit international. Or, dans le cas de l'Ukraine, au sein même de l'Europe et quelques amis de l'Europe nous poussent à abandonner ou à relativiser ces principes normatifs, ils ne le font pas
- Deuxième élément le négociable acceptable. Qu'est-il en réalité ? C'est **d'essayer de refaire partager des intérêts communs aux belligérants**. Ils ont des intérêts communs à rechercher la paix. Et là, l'Europe peut jouer ce rôle d'intermédiaire, dans la recherche de d'intérêt commun.
- Troisième chose qu'est ce qui est acceptable ? Ce qui est acceptable, c'est justement que **cette paix autour de l'Ukraine ne soit pas simplement le fait de l'Union européenne**. Nous vivons dans un monde transformé qui inclue bien d'autres acteurs et nous aurions tout intérêt à nous entendre avec ces autres acteurs.

Nous devons dire aujourd'hui que **Europe est forte dans la mesure où elle apprend aussi à décentrer son regard d'elle-même et à construire des coalitions autour de la paix** en Ukraine avec des acteurs qui n'ont pas directement maille à partir dans le conflit : par exemple, avec des pays qui sont dépendants du blé de l'Ukraine, comme l'Égypte par exemple, en les amenant sur le terrain de la négociation, de la paix avec l'Union européenne. Voilà, une idée en guise d'introduction pour répondre à votre question sur la responsabilité de l'Union européenne.

#### 4°/ L'éducation n'est-elle pas une nécessité depuis toujours ?

#### Réponse de Jacqueline LAGRÉE, professeur émérite de philosophie

Les philosophes ont bien plus parlé de la guerre que de la paix : de la guerre juste ou injuste, des lois de la guerre (statut des prisonniers de guerre, des diplomates), en illustrant le slogan : si tu veux la paix, prépare la guerre, même si tous considèrent que la recherche de la paix est la première loi de nature.

Dans notre débat, il a été beaucoup question de la guerre et de la paix en termes politiques et au niveau des États. **Je voudrais revenir** très en arrière, **au plan de l'individu**, et peut être à un niveau plus théorique. Ce que je voudrais faire rapidement, c'est m'interroger sur la nature et les conditions d'une paix interindividuelle, dans des communautés restreintes (école, quartier, entreprise), ce qui est aussi une condition essentielle de l'accès à une paix intérieure.

**Éduquer à la paix, cela signifie que la paix ne va pas de soi.** C'est prendre en compte le fait que les hommes ne sont pas spontanément pacifiques mais plutôt querelleurs, jaloux, méchants. La considération des hommes comme méchants, égoïstes, menteurs, infidèles etc. est même le présupposé de toute philosophie politique réaliste, de Machiavel pour qui le Prince doit être à la fois lion et renard, fort et rusé, jusqu'à Hegel ou Carl Schmitt.

En admettant ce présupposé réaliste, **on ne pourra éduquer à la paix que si l'on fait comprendre que la paix est préférable au conflit**, qu'on a avantage à vivre en paix et que la paix est condition du progrès social alors que la guerre n'a souvent favorisé que des progrès techniques.

Mais alors pourquoi ce primat de la guerre ? Parce que les hommes ou les communautés humaines, sont confrontés à trois types de violence :

- La violence de la nature qui ne nous est pas toujours favorable. A cela, on a répondu par la technique.
- La violence des autres hommes qui empiètent sur notre territoire. A cela, on répond par l'organisation politique chargée de la sécurité.
- Mais il ne faut pas oublier la violence du désir qui veut tout, tout de suite, et pour moi tout seul. Et à cela on doit répondre par l'éducation.



A cette triple violence on peut certes répondre par une autre violence : taper sur l'ordinateur qui ne répond pas, détruire ses rivaux, ou la violence de l'action immédiate de préhension de l'objet du désir, du vol ou du viol. Mais l'expérience nous apprend bien que cette violence est inefficace. **Il nous faut donc chercher d'autres méthodes et, parmi elles, penser au pouvoir de la parole, de l'argumentation rationnelle, du dialogue.**

Le dialogue est le contraire de la violence. Pour dialoguer il faut écouter l'autre, répondre à ce qu'il dit et non poursuivre indéfiniment son propre discours, construire un objectif ou une référence commune pour parvenir à un accord. Car l'accord construit, inscrit dans un texte, soumis à des amendements à venir, est beaucoup plus fécond que le conflit violent. Le dialogue relève donc d'un aspect de l'éthique qu'on appelle 'éthique de la discussion' et qui exige présentation d'arguments, écoute des objections, critique, dépassement vers une solution médiane ou plus haute.

**Il ne peut pas y avoir de goût pour la paix s'il n'y a pas une éducation à la paix.** Or, cette éducation doit prendre en compte le fait qu'on ne résout pas le conflit par la violence, qu'il y a une opposition radicale entre le langage raisonnable et véridique et la violence. Donc le désir de paix, je crois, doit être construit dès la petite enfance, mais plus encore à l'école.

C'est cette éducation qui va faire prendre conscience que, face à cette violence multiple, on ne peut répondre que par un accord minimal sur certaines valeurs et certains objectifs, c'est à dire en fait par la *concorde* et la *solidarité*. Il n'y a pas de paix non plus sans *confiance* dans l'autre, dans l'avenir, dans les promesses et les contrats, sans *consentement*. Parce que si l'on veut faire quelque chose et si on s'engage sur une promesse, il faut qu'on puisse croire que l'autre va la tenir. On a tous besoin les uns des autres car nul ne saurait être auto-suffisant.

Je laisse à d'autres bien plus compétents que moi le soin de régler par voie diplomatique le chemin de la paix. Mais je peux dire que ce dont je suis la plus fière dans ma longue expérience de professeur de philosophie, de médiateur à l'université, ou de membre d'un comité d'éthique, c'est d'avoir pu permettre à des personnes intelligentes, dévouées mais, soumises à leurs pulsions, leurs préjugés, de comprendre que, si on s'arrêtait un peu et si on prenait le temps d'écouter l'autre, même un petit moment, et puis de lui répondre et de repenser ses propres convictions, en fonction de ce qu'on a entendu, on aurait fait un grand pas vers la paix. Et chacun d'entre nous est capable de le faire là où il vit. On n'est pas des politiques et je ne serai jamais ministre des Affaires étrangères. Je ne le regrette pas d'ailleurs.

Mais je trouve que la grandeur de mon métier, et cela, je l'exerce encore, c'est **d'avoir appris à des personnes qu'elles peuvent faire un pas vers la paix !** Il ne

peut pas y avoir de goût pour la paix s'il n'y a pas une éducation à la paix. Or, cette éducation doit prendre en compte le fait qu'on ne résout pas le conflit par la violence, qu'il y a une opposition radicale entre le langage raisonnable et véridique et la violence. Donc le désir de paix, je crois, doit être construit dès la petite enfance, mais plus encore à l'école.

**4°/ Comment travaille Sant'Egidio en Ukraine  
pour l'avènement de cette paix tant attendue ?**

**Réponse de MARIO GIRO,**

Sant'Egidio, en Ukraine, existe depuis 1991. Les Ukrainiens qui font partie de la communauté sont là depuis très longtemps. Sant'Egidio est aussi à Moscou. C'est en Ukraine qu'on a monté la plus grande opération humanitaire de l'histoire depuis 55 ans de l'histoire de Sant'Egidio, avec quelque chose comme 30 millions d'euros

- en médicaments, prothèses, et tout ce qui sert dans les hôpitaux, et ça c'est un ravitaillement continu.,
- pour les familles parce qu'il n'y a plus de maison, vous voyez des images.
- tout un travail d'assistance pour les enfants seuls, adolescents aussi, qui sont restés sans famille, sans parents, réfugiés internes.
- Et puis beaucoup de nourriture. Il y a un besoin, il y a un manque énorme et c'est un travail courageux.

Un des sièges de Sant'Egidio a été aussi bombardé pendant la guerre et heureusement sans victimes pendant la nuit. Et nous sommes très naturellement tous très admiratifs du courage de ces jeunes adultes qui travaillent et qui servent les pauvres aussi dans une situation de guerre, ces jeunes qui ont choisi de ne pas quitter leur pays, beaucoup de femmes et de filles qui sont restées, etc.

C'est un travail énorme et je peux témoigner dans ces derniers temps de l'épuisement de la population civile : épuisement qui génère des critiques face à la gestion du gouvernement. Vous avez vu que, par exemple, la loi qui devait passer au Parlement ukrainien sur la conscription n'est pas passée : mais comment est-ce qu'on peut faire une guerre sans conscription ? C'est aussi cela la vérité. C'est là une réalité terrible, surtout que ces gens n'ont pas autant de haine envers les Russes qu'on le pense.... De temps en

temps des russes viennent à Rome par groupes et rencontrent ainsi d'autres communautés, mais aussi des Russes qui sont désespérés par la situation que vous connaissez, etc. La guerre, naturellement, c'est terrible pour tout et terrible pour tous.

Alors, qu'est ce qui va se passer ? Je pense que ce qui va se passer

- si on a la chance que les choses plus ou moins s'arrêtent là où elles sont,
- et s'il n'y a pas une rupture du front avec écrasement de l'Ukraine, ce qui obligerait les Européens et l'OTAN à intervenir, ça, c'est clair, c'est trop, trop engagé pour ne pas le faire. Le président Macron l'a dit, même si personne ne le veut.

**Ce qui va se passer**, c'est que l'Ukraine doive objectivement, de facto, renoncer aux territoires que les Russes ont conquis et qu'ils vont garder, même si ce sont des territoires brûlés, sauf la Crimée. Et ça, naturellement, ça contredit la loi internationale au niveau des principes, comme le disait le Ministre Le Drian, mais c'est déjà dans les faits, parce que **c'est le cas de la Corée** à l'autre bout du monde, **mais aussi de Chypre** : nous avons fait rentrer Chypre dans l'Union européenne. Nous reconnaissons Chypre unie. On ne reconnaît pas les deux parties dont l'une est occupée par les turcs depuis 74, c'est un cas typique d'une chose qui n'est pas résolue. Il n'y a pas de traité, il n'y a pas de paix, on ne reconnaît pas la zone occupée. On sait que ce que vise par exemple Trump c'est d'obliger le Gouvernement Ukrainien à renoncer de facto et immédiatement aux territoires que les russes ont conquis.

Alors la question qui se posera, **c'est de savoir si cela va donner des idées aux empires nostalgiques** qui veulent se ré-élargir ou à d'autres agresseurs possibles partout dans le monde ?

Bien sûr, ce n'est pas un bon exemple, c'est un contre témoignage. Je me rappelle quand j'étais, en tant que Sant'Egidio, en train de négocier au Kosovo avant la guerre de 99, les Russes nous disaient « Si, tout de suite après la guerre, vous allez reconnaître, le Kosovo, nous allons le faire pour la Crimée ». Ils l'ont fait 20 ans après, mais ils l'ont fait. Vous savez, la politique est faite aussi de ces chose-là. Et donc c'est un contre-exemple. Mais je ne pense pas que la Russie y gagnera quelque chose. Je pense que l'isolement du régime actuel de Russie restera en place, même un siècle, peut être 50 ans, mais ils ne vont pas gagner grand-chose. Mais cela peut faire venir de mauvaises idées aux gens qui regardent ce qui se passe.

D'ailleurs, c'est vrai que nous avons des inquiétudes en effet en pensant, avec beaucoup d'inquiétude à la Russie qui ayant perdu de son envergure impériale, peut être tentée de vouloir récupérer par nostalgie ce qu'elle avait perdu soi-disant en 91, ce serait peut-être une guerre inutile...

**Pensez-vous que ce qui se passe à Gaza donnera plus de sécurité à Israël ou un État aux Palestiniens ?** Ni à l'un ni à l'autre bien sûr ! Là, on est un peu coupable d'avoir laissé traîner la situation pendant trop longtemps. On pourrait parler des accords de Minsk de l'autre côté pour avoir pas prétendu l'application des deux côtés.

Et là, la leçon historique, c'est **qu'il n'y a pas de conflit gelé**. On ne peut pas miser sur le temps qui soigne toutes les blessures si on n'a pas une politique étrangère qui vise à résoudre les crises, même les petites. Regardez l'Arménie 94 : les Arméniens occupent 20 % du territoire Azéri : Ils s'installent, ils ne veulent plus négocier. Les Azéris aussi sont très difficiles. Il n'y a pas de négociations possibles. En 2020, la guerre éclate soudainement et 30 ans après, nos Karabakh n'existent plus. Allemagne qu'on a laissé trop traîner ? Oui, il fallait obliger les uns les autres à se mettre d'accord. **Il n'y a pas de conflits gelés : ce sont des conflits qui attendent d'exploser**. Peut-être que nous tous, moi masculins, nous politiques, nous militaires, nous hommes, des médias ou femmes des médias, que sais-je ? **Si nous écoutions les femmes d'Ukraine, les mères d'Ukraine et les mères de Russie**, il n'y en a pas une qui veut la guerre. Il n'y en a pas une mère qui s'honore d'être mère et qui veut la guerre. Puissions-nous écouter leurs cris à la lumière de ces béatitudes de Jésus. « Bienheureux ceux qui souffrent, vous, malheureux, ceux qui pleurent, vous serez consolés. » Merci de me permettre de dire ce beau texte de Jésus.

**5°/ Après l'intervention du Pape François  
appelant au courage de la négociation,  
quelle est la place de l'Eglise dans la construction de la paix.**

#### **Intervention de Monseigneur d'Ornellas**

Selon sa définition, l'Église ne fait pas de politique au sens où on l'entend naturellement. Elle fait une politique qui dépasse toutes les politiques : « Elle est à la fois le signe et la sauvegarde du caractère transcendant de la personne humaine<sup>4</sup> ». En lisant la Bible, je suis frappé que le petit peuple hébreu – « le plus petit peuple de la terre » par

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, n. 76, §2.

rapport aux peuples égyptien, syrien ou babylonien – a eu l'idée de cette grande politique. Il suffit d'ouvrir le livre biblique d'Isaïe, qui commence par annoncer « le Prince de la Paix » (ch. 9) et qui se termine en déclarant que la paix viendra « comme un fleuve » (ch. 66). Ce petit peuple, qui a connu les conflits meurtriers, invente l'espérance de la paix ! Et l'Église étant héritière du peuple d'Israël partage cette bienheureuse espérance qui n'est pas naïveté mais lucidité sur la trame de fond de l'histoire humaine, alors que les guerres sont semblables à l'écume de surface, parfois bouillonnante. Oui, la paix viendra comme un fleuve ! Il existe un « prince de la paix » parmi nous ! Il inspire la paix dans le cœur humain de telle sorte que se lèvent toujours des « artisans de paix ».

L'Église est convaincue qu'il peut y avoir davantage d'hommes et de femmes, qui, peut-être par l'éducation ou tout simplement parce qu'ils écoutent leur conscience et s'écoutent les uns les autres, sont habités par l'espérance de la paix. Ils arrivent à parler paisiblement, dans leurs différences, pour chercher ensemble un chemin de paix. Je pense beaucoup à **l'éthique du dialogue**, qui est bien plus puissante que l'éthique de la discussion. Par le dialogue, tissé d'écoutes et de paroles dans la recherche commune de la paix, peut surgir un chemin nouveau qui construise effectivement la paix. En tout cas, il est consolant de constater qu'il y a beaucoup d'hommes et de femmes pour qui la paix a du prix : la paix est sérieuse et pour eux, cela vaut le coup de risquer sa vie pour la paix.

Mais d'où cela vient-il ? L'Église catholique continuera de travailler pour la paix, quels que soient les soubresauts de l'histoire, même si parfois ces soubresauts sont dramatiques. C'est peut-être quand on approche de soubresauts qu'on n'a jamais encore connus, que l'Église continue avec une ardeur renouvelée de travailler pour la paix.

Pourquoi ? Parce que la paix est toujours quelque chose qui se fait, qui se fabrique. Elle est artisanale. « Heureux les artisans de paix. » Mais elle est aussi un don. Il y a quelqu'un – le Prince de la paix – qui nous aide pour cette paix. La paix est la conjonction du divin, du Prince de la paix, de Dieu lui-même qui fait advenir le désir de paix, qui suscite le cœur en paix, et de l'action artisanale, bien humaine pour chercher la paix. Le travail des hommes et des femmes, qui ont le cœur en paix, est fécond pour la paix.

Je termine en vous partageant une affirmation que j'ai entendue quand j'étais étudiant en théologie en Suisse, à Fribourg. Un des professeurs – un dominicain – a été exfiltré du Brésil à cause de la dictature. C'est un homme que je vénère, le père Pinto de Oliveira. Au milieu d'un de ses cours, il eut cette affirmation : « Il y aura toujours des

guerres. L'être humain est ainsi fait qu'il y en aura toujours. Ce n'est pas cela qui est dramatique. Mais **ce qui est dramatique, c'est qu'il y ait des gens qui veulent faire la paix en ayant le cœur en guerre.** »

Or, **quand nous lisons les Béatitudes dans l'évangile** de saint Matthieu, nous arrivons certes à « Heureux les artisans de paix ». Mais auparavant, il y a « heureux les cœurs purs », « heureux les miséricordieux », « heureux les assoiffés de justice », « heureux ceux qui pleurent », c'est-à-dire ceux qui ne sont pas indifférents à la souffrance des autres, puis, en tout premier, « heureux les pauvres en esprit » c'est-à-dire celles et ceux qui renoncent à posséder pour posséder. Il me semble **qu'il y a là tout le chemin qui permet de faire en sorte qu'il y ait un cœur en paix**, capable de travailler pour la paix. Voilà l'espérance de l'Église et le travail, à mon avis, permanent que l'Église essaiera de faire pour que des cœurs en paix travaillent à la paix.

### Trois questions après l'intervention de Mgr d'Ornellas

**1°/ Intervention de Philippe Poirier**, voulant revenir à la réalité, à la réalité de notre Europe.

Souvent, je dis à mes étudiants lors du premier cours d'intégration européenne : « Vous devez lire quatre personnes : Jean Monnet. Denis de Rougemont. Winston Churchill et Coudenhove-Kalergi. Pourquoi ces quatre personnes ? Et cela va nous amener directement à notre question de la paix et de la guerre

- **Winston Churchill** dans son discours à Zurich, qui préfigure le Conseil de l'Europe, nous rappelle l'objectif. Qu'est-ce que doit être l'Europe ? Il fixe un objectif celui de rechercher la paix. Nous devons avoir un objectif bien précis. L'avons-nous **cet objectif de rechercher d'abord la paix ?** Je pose la question.
- **Coudenhove-Kalergi** disait en 1924 dans la revue Panorama paneuropéen : **« L'Europe doit être une puissance »**. L'Europe vient de sortir de la Première Guerre mondiale et domine encore largement le monde. Coudenhove-Kalergi nous dit qu'une Europe puissance à la fois une Europe puissance basée sur les principes de la réalité, des réalités belles et mauvaises, mais aussi une Europe puissance par sa capacité d'attraction, par la norme.
- Que nous disait **Jean Monnet** ? Nous construisons l'Europe par **la mise en commun des moyens** et ces moyens vont se connecter pour nous rendre interdépendants : elle va nous donner d'autres moyens, nous permettre le développement et une certaine force.

- Et que nous disait **Denis de Rougemont** ? Denis de Rougemont nous dit dans ses ouvrages. **Le principe de subsidiarité** notamment. Mais ce n'est pas simplement cela. Il nous rappelle justement trois principes, dans un ouvrage que je vous recommande tous si vous ne l'avez pas lu. « L'amour en Occident : Thanatos, Eros, Agapè ». Aujourd'hui, ces trois amours sont présents dans notre Europe :
  - o Les puissances qui nous entourent sont nos Thanatos et sont signes de domination, d'écrasement. Nous devons être conscients de cela.
  - o Eros, est aussi au cœur de notre Union européenne : c'est cette forme d'amour qui peut conduire à l'abandon de notre liberté. En effet, parfois nous avons des alliés qui nous considèrent comme des héros mais qui ne nous laissent pas la liberté de penser qu'il était nécessaire de nous préparer à la guerre ou à notre propre défense.
  - o Et puis, il y a l'Agapè, qui nous invite à rechercher et à être dans l'essentiel, comme disait Denis de Rougemont : l'Agapè. C'est ça l'objectif que devrait se donner l'Europe. Si nous abandonnons cet objectif, nous serons une puissance faible, affaiblie de l'extérieur et déjà à l'intérieur, nous avons des petits Thanatos et des petits héros.

C'est peut-être une pensée de philosophie politique mais elle a une portée pratique.

**Posons-nous cette question : Est-ce que l'Union européenne doit être une puissance pratique tournée vers un objectif ?**

C'est curieux de le dire ce soir. Mais je le dis souvent au Parlement européen avec nos collègues. C'est triste de le dire, mais c'est peut-être une chance d'avoir eu cette guerre. Pas pour les Ukrainiens, absolument pas, mais pour nous Européens. Parce que **nous prenons conscience qu'il nous faut renforcer et promouvoir ce que nous sommes, nos objectifs, notre objectif, nos normes, nos valeurs.** Et il faut se donner les moyens. Dans un monde qui n'est plus le monde tel que nous l'avons connu à notre naissance ou dans nos développements. C'est ça l'enjeu. Si nous ne comprenons pas cet enjeu-là, et bien l'armée russe avancera, l'armée chinoise avancera et les pays africains, au lieu de suivre les modèles de paix, de liberté, etc. suivront. Thanatos.

**2°/ Pensez-vous que les Européens prêts à relever ce défi aujourd'hui ?**

Il y a de nombreux moyens pour relever ces défis. Comme l'a rappelé M. Le Drian depuis dix ans, nous avons fait un immense bond en avant, peut être contraint, mais, cela continue. **Ce qui me préoccupe le plus**, ce ne sont pas les bonds techniques, les bonds techniques qu'on peut rattraper, ni la défense, on peut retrouver des moyens mais **c'est d'être conscient que nous avons une immense chance d'avoir ces principes de la**

**liberté, ces principes de la démocratie, ce principe de la dignité humaine,** comme l'a rappelé m Monseigneur d'Ornellas. Si nous n'avions pas conscience de cela, et bien, même si nous nous donnons des moyens techniques, ce sont **les sociétés européennes qui doivent faire aussi ce bond en avant de revenir ou de restaurer le principe de la dignité humaine, de la liberté et de la démocratie.** Parce que si nous ne le faisons pas à l'intérieur de nos sociétés, même si nous le faisons techniquement ou militairement, ça n'avancera pas. Et c'est là où il faut être réaliste. Réaliste ne veut pas dire abandonner ces principes.

### **3°/ Est-ce que vous ajoutez à cela l'égalité des droits ?**

Cela participe, bien entendu. Mais ce que je voudrais juste ajouter sur la réalité. Je pense **qu'une des difficultés que nous vivons aujourd'hui, c'est de croire que le mal est la réalité et que l'espérance c'est une illusion** qui nous situe hors de la réalité. Et je crois qu'une des choses que nous devons faire, c'est résister à cette fascination du mal qui prétend être la seule réalité. Parce que les forces du bien existent aussi. Les forces du bien existent dans bien des cœurs et nous pouvons, nous devons compter sur elles aussi

### **6°/ Quelle est la capacité militaire française qui semble être dans un modèle qui ne semble pas adapté ?**

*Pour répondre à cette question posée par Emmanuel Roquette qui montre qu'avec l'Allemagne nous avons misé sur une armée de petite taille avec des capacités de projection très avancées, alors que le conflit ukrainien montre qu'on a besoin d'autres équipements.*

#### **Le Général Michon répond :**

Notre stratégie de défense et nos armées misent effectivement sur des capacités - pour aller au-delà du seul équipement - en mesure de répondre à toutes les menace du « haut du spectre » d'en face, potentiellement les plus élaborées et modernes. Donc c'est effectivement ainsi que l'on définit le niveau de ce que l'on souhaite.



Oui, c'est un choix politique et stratégique. Cela a en effet une conséquence sur les volumes, des équipements comme de nos forces : sur l'exemple des drones, valable pour de nombreux autres objets, qu'on peut acheter sur étagère, il s'agit d'une réflexion permanente des armées : on appelle ça « **l'adaptation réactive** », qui doit nous permettre de compléter ces équipements du « haut du spectre » par des équipements complémentaires, très peu chers et rapidement acquis ou développés, pour ne pas perdre une forme de guerre économique face à des menaces acquises à bas coût. Celui qui s'adapte le plus vite est celui qui gagne, tous les conflits nous le montrent.

Mais en Allemagne, **ce choix effectué est également stratégique en vue du long terme** afin de préserver une industrie de défense capable de rester en haut du spectre des possibles, non seulement pour demain mais aussi pour l'horizon 2040 ou 2060.

Pour cela, effectivement, il y a un choix d'équiper en volume limité l'armée française, mais conserver de l'avance pour nos enfants ou petits-enfants et assurer ainsi une forme de pérennité. Est-ce qu'on s'est trompé ? L'avenir le dira, mais ce sont bien des débats permanents en interne au sein de l'armée, pour ce qui ressort du chef militaire. Monsieur le ministre de la Défense voudra peut-être compléter, pour la vision politique.

**7°/ Une personne qui ne veut pas de guerre  
demande que l'on parle enfin de la paix  
Plusieurs personnes ont voulu répondre à cette observation !**

### **Le Général Michon**

*Répondant à une personne disant qu'elle ne veut pas de guerre et que nous avons trop peu parlé de paix, que seule la guerre a été abordée, et que c'est peut-être le fait des hommes, plus que des femmes. Comment fait-on la paix, comment la faire progresser ?*

Puisqu'aucun politique ne veut répondre en premier, je vais me risquer à vous répondre d'abord, en tant que chef militaire. Le militaire n'est pas forcément le plus belliqueux, celui qui veut la guerre. Bien au contraire.

Je ne sais pas si les hommes par rapport aux femmes sont plus belliqueux, peut-être, mais je ne suis pas le plus qualifié pour me lancer dans une analyse anthropologique. Ce que je sais en revanche, c'est que le militaire connaît la guerre, l'a rencontrée et sait quelle est son horreur, mieux que d'autres. Encore une fois, au risque de vous étonner, le plus belliciste n'est pas forcément le militaire.

Ceci étant posé, venons-en à la situation actuelle. Le parallèle est souvent fait avec la période précédant la deuxième guerre mondiale, je ne sais pas s'il est exagéré ou pas. Vous savez que, de 1936 à 1938, les démocraties ont hésité à intervenir, pour la Rhénanie, l'Anschluss de l'Autriche, la minorité des Sudètes... La faiblesse, pour revenir à ce que j'essayais d'expliquer, n'évite pas forcément la guerre et l'on peut obtenir *in fine*, selon une formule célèbre, à la fois « la honte, et la guerre quand même ». Aujourd'hui, nous ne choisissons plus les guerres ou conflits dans lesquels on s'engage, mais nous subissons la guerre imposée par d'autres. Nous ne choisissons pas de faire la guerre, nous subissons le moment et l'intensité choisis par l'adversaire. Cela sera probablement de plus en plus vrai, bien au-delà de l'Ukraine. Je ne sais pas jusqu'où on va subir l'agressivité de Pierre, Paul, Jacques ou Vladimir. Mais il nous faut être par conséquent capable de réagir, et si possible en amont, de dissuader. Y compris sous le seuil nucléaire.

Vous souhaitez nous voir développer une solution pour la paix : si vous pensez à l'Ukraine et à la Russie, je suis bien en mal de vous la donner. M. Le Drian vient de souligner qu'il y a probablement des faiblesses du côté russe aussi qu'on ne voit pas, car on ignore comment évoluent la démographie, le moral ou l'économie, ce que la guerre d'usure actuelle provoque. En tant que militaire, je souhaite simplement – et j'aimerais en être certain – que les contacts demeurent entre les parties, afin que les deux pays continuent à échanger malgré la guerre en cours, car il y aura de toute façon un moment où il sera à nouveau opportun de revenir à la table des pourparlers, quelle que soit l'issue. Car il ne peut y avoir de capitulation, pour aucun côté, sauf effondrement ukrainien, ce qui nous amènerait probablement à d'autres pressions ultérieures de la part de la Russie, mais vraisemblablement pas à une paix pérenne.

### **Jean Yves Le Drian**

Si vous pensez au cas de l'Ukraine et de la Russie, alors il faut identifier ce qui est inacceptable de part et d'autre. Et savoir ce qui est inacceptable pour l'Ukraine et inacceptable pour la Russie. **Il faut savoir ce qui est négociable et acceptable. C'est**

**là où est la recherche de la paix.** C'est d'identifier ce qui est négociable et acceptable **par les belligérants.** Et cela c'est très difficile. Sauf que la paix pourrait intervenir immédiatement, si Monsieur Poutine, ou son clan, décidait immédiatement de cesser les combats, puisque ce sont les agresseurs.

Mais l'origine de l'agresseur n'est plus suffisante pour rechercher la paix. Dans tout conflit, ce sont des spécialistes, ce sont des gens qui ont été en fonction : ils savent qu'il y a des choses qu'on peut négocier : mais alors, qu'est ce qui est négociable dans le cas de l'Ukraine et de la Russie ? Certainement pas les principes de la démocratie, de la liberté, des valeurs, du droit international : cela, ce n'est pas négociable ! Par contre, il peut être négocié certaines choses comme déjà le meilleur échange des prisonniers, et quelques solutions basiques.... Mais, après, voilà, moi je n'ai aucune solution parce que je n'ai pas prétention à avoir des solutions. **Mais je répète, il faut identifier ce qui est non négociable et ce qui est négociable et travailler, travailler là-dessus.** Et ce n'était pas scandaleux ce qu'a proposé le pape François. Cela a peut-être été mal reçu, mais il faut l'appréhender dans son contexte personnel.

## IV - TÉMOIGNAGES INSPIRANTS EN GUISE ENVOI

### **Monseigneur d'Ornellas**

*Répondant à une femme qui dit ne pas vouloir la guerre*

Pour vous répondre je citerai à nouveau le magnifique texte de Jésus dont Gandhi dit que c'est la plus belle page que l'humanité ait jamais écrite, à savoir les Béatitudes. Il me semble en effet que ce texte est indépassable. Jésus voyant la foule, ses disciples s'étant approchés de lui, dit :

*« Heureux vous les pauvres d'esprit, le royaume des cieux est à vous.*

*Heureux vous qui pleurez, vous serez consolés.*

*Heureux vous les doux, vous obtiendrez la terre promise.*

*Heureux vous qui avez faim et soif de justice, vous serez rassasiés.*

*Heureux vous, les miséricordieux, vous obtiendrez miséricorde.*

*Heureux vous les cœurs purs, vous verrez Dieu.*

*Heureux vous les artisans de paix, vous serez appelés Fils de Dieu.*

*Heureux, si l'on vous persécute à cause de mon nom, le Royaume des cieux est à vous. »*

**Je suis heureux humblement, de me faire le porte-parole de ces paroles fulgurantes de Jésus**, aussi bien dans cette église qu'ailleurs. Il n'y aura pas d'artisans de paix s'il n'y a pas de cœurs purs, de cœurs miséricordieux, de cœurs assoiffés de justice, de cœurs qui souffrent de la souffrance des autres. J'ai bien entendu le cri d'une femme : « Je ne veux pas la guerre ! » Dans la Bible, des femmes se sont levées pour qu'il n'y ait pas la guerre. Je pense à Esther et à Judith. Ces femmes sont appelées par le nom qui est donné à la première femme dans la Bible : Elle est la « mère de tous les vivants. »

Comment une mère peut-elle accepter la guerre ? Si nous écoutons les mères d'Ukraine et les mères de Russie, il n'y en a pas une qui veut la guerre. Il n'y a pas une mère qui s'honore d'être mère et qui veut la guerre. Puissions-nous écouter leurs cris à la lumière de ces béatitudes de Jésus. Bienheureux vous qui pleurez, vous serez consolés. Merci de

me permettre de proclamer ce beau texte de Jésus au cœur de ce colloque sur la paix aujourd'hui dans notre monde fragmenté.

**Nous avons parmi nous un témoin qui nous a laissé un message inspirant.**

**« NE PAS FAIRE LA PAIX EN AYANT LE CŒUR EN GUERRE »**

**FRÈRE EMILE de TAIZÉ**

*Le Frère Émile a clos notre Colloque par ce message que chacun peut recevoir avec bonheur ! Le Frère Émile représentait à notre Colloque la communauté de Taizé qui a été créée en 1940 par frère Roger sur un projet de réconciliation. Cette Communauté, toute proche de la ligne de démarcation, a accueilli des réfugiés et notamment des réfugiés juifs. Ensuite, elle a repris ses activités après la Seconde Guerre mondiale. La paix et le dialogue ont toujours été au cœur de la communauté de Taizé. Le Frère Émile va participer en 2024 à Tallinn, en Estonie, à une rencontre organisée par Taizé comme chaque année. Comment est-ce que vous travaillez ? Quel est le message que vous voulez faire passer ce soir sur la paix ?*

Oui, c'est vrai que Taizé est né pendant la Seconde Guerre mondiale. On l'oublie parfois en s'imaginant que les débuts sont dans les années soixante, mais non, Taizé est né dans une période très dure de l'histoire qui a poussé un jeune homme de 25 ans, frère Roger, à s'installer dans ce petit village de Bourgogne où il pouvait accueillir des personnes en détresse. Et puis, après la guerre, ce sont des prisonniers allemands qu'il accueille. Ainsi un projet de réconciliation est inscrit dans les commencements de la communauté. Frère Roger croyait à la possibilité d'une telle réconciliation et c'est peut-être le message que je veux faire passer ce soir : les possibles sont peut-être plus nombreux et plus grands que nous n'osons le penser. Et c'est peut-être le rôle des Églises de le rappeler.

Et cela m'a frappé, ces jours-ci. Je suis heureux de le dire à Rennes parce que c'est en lien avec un philosophe pour qui Rennes a beaucoup compté. J'ai visité ce matin, Boulevard de Sévigné, l'endroit où ce philosophe a été recueilli par ses grands-parents quand il avait deux ans. Vous avez compris qu'il s'agit de **Paul Ricoeur**, qui venait beaucoup à Taizé, qui venait prier avec nous presque chaque année. Paul Ricoeur avait un vocabulaire souvent très différent de celui de Frère Roger, c'était un vocabulaire de philosophe. Frère Roger, lui, s'exprimait très simplement, même s'il était lui aussi écrivain. Le mot imagination comptait beaucoup pour Paul Ricoeur. On en a parlé, je crois, la semaine dernière lorsqu'est

paru un épais volume, son cours sur l'imagination qu'il a donné à Chicago dans les années 70. **Frère Roger a également beaucoup parlé d'imagination et celle-ci est nécessaire quand on cherche la réconciliation et la paix.** Frère Roger a aussi beaucoup parlé **de confiance**. Un mot que Paul Ricoeur employait sans doute un peu moins. Cependant tout récemment, Pierre-Olivier Monteil a publié un petit livre sur l'imagination chez Paul Ricoeur. Les deux mots dans le titre de la conclusion sont « **imagination** » et « **confiance** » car l'auteur veut montrer qu'il n'y a pas d'imagination sans confiance, si on n'a pas confiance dans ses propres intuitions, si on n'a pas confiance dans ces possibles plus grands, alors on n'osera rien proposer. Sans confiance il n'y aura pas de risque, il n'y aura pas d'initiative. Une fois, j'étais avec Paul Ricoeur à une rencontre européenne de Taizé.

Vous parliez tout à l'heure de ces rencontres de fin d'année ont rassemblé jusqu'à 100 000 jeunes. Nous étions à Paris, à la Porte de Versailles, réunis dans plusieurs grands halls du Parc des Expositions et Paul Ricoeur est venu prier avec nous. J'étais allé l'accueillir. Des journalistes l'ont reconnu et ils ont demandé : « Est ce qu'on peut interroger Paul Ricoeur ? » Je doutais qu'il accepte parce qu'il était déjà venu auparavant et des journalistes avaient posé la même question et il avait dit : « Non, je suis venu prier, je ne suis pas venu donner des interviews » J'ai alors dit aux journalistes : « Je pense qu'il va dire non, mais je vais lui poser la question. » Et, surprise, il a dit « oui ». Et on s'est retrouvé derrière la décoration faite d'icônes et de tissus orange d'un des grands pavillons du Parc des Expositions. Un journaliste a posé à Paul Ricoeur la question que vous me posez maintenant : « Quel est le message que vous percevez dans ces rencontres ? » Et Ricoeur qui écrivait des livres parfois si difficiles à lire, il faut le reconnaître, a fait cette réponse toute simple, très limpide. Il a dit : « Le message que je perçois ici en voyant tous ces jeunes, c'est : « **Ne construisez pas votre vie sur la peur** ». Et je crois que c'est cela, à Taizé, que nous cherchons à faire découvrir à ceux qui viennent, tout au long de l'année. C'est que Dieu nous donne un autre fondement que la peur, que la méfiance. Tout à l'heure, un intervenant a dit **ce qui construit l'Europe** –je le dis avec mes mots –**c'est aussi le goût de la beauté, la curiosité de l'autre**. L'Europe vit un peu de ça. Nous le voyons à Taizé.

A vrai dire, cela ne peut se restreindre à l'Europe, mais vaut pour le monde entier : **quand un jeune développe le goût de la vie, cette curiosité de l'autre, il fait œuvre de paix**. Et quand nous aidons des jeunes à découvrir pour leur vie un autre fondement que la peur, là aussi, je pense que nous travaillons pour la paix. Un autre intervenant ce soir à parler de l'importance de l'éducation à la paix. En 1988, l'UNESCO avait d'ailleurs remis à Frère Roger le Prix d'Éducation à la Paix. C'est donc un travail en amont. Une fois que les armes ont commencé à parler, que peut-on faire, nous ? **Mais en amont, nous pouvons**

**tous travailler pour préparer les esprits à la paix, trouver une confiance et aider à ce que l'imagination se déploie.**

Merci, frères et soeurs, merci aussi à Mario Giro, merci à Jean-Yves Le Drian, Madame Lagrée, merci à Philippe Poirier, merci au général Michon et merci Monseigneur d'Ornellas et à Madame Hutin.

Pour conclure ce Colloque, je peux simplement dire que **j'ai été heureux ce soir d'entendre les Béatitudes à nouveau**. Et **la première béatitude**, nous en avons parlé brièvement hier soir : « **Bienheureux les pauvres en esprit** ». J'ai reçu il y a fort longtemps cette clé de lecture pour cette béatitude : **les pauvres en esprit, ce sont ceux qui savent que Dieu est dans le réel, et ceux qui font avec le réel**. Et ce réel n'est pas facile actuellement. Or il nous est demandé de croire dans cette période de l'histoire, aussi, que le mal n'aura pas le dernier mot. Nous sommes appelés à résister à la fascination que le mal peut produire.

Et **nous avons aussi à croire cela d'une façon dynamique, avec cette capacité d'imaginer autre chose que le mal, de croire que les forces du bien sont elles aussi réelles**. C'est ce que je peux dire.